



# VALORISATION DES DONNÉES TECHNICO-ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS ALLAITANTES BIOLOGIQUES SUIVIES DANS LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

ÉVOLUTIONS D'UN ÉCHANTILLON CONSTANT SUR 7 CAMPAGNES (2000-2006)

RÉSULTATS  
NATIONAUX



# Sommaire

## INTRODUCTION

### CADRE DE L'ÉTUDE

### LES EXPLOITATIONS ALLAITANTES BIOLOGIQUES

|  |    |
|--|----|
| • Localisation de l'échantillon étudié                       | 3  |
| • Structure des exploitations                                | 4  |
| • Composition du troupeau et reproduction                    | 5  |
| - Effectifs  | 5  |
| - Races  | 6  |
| - Gestion de la reproduction                                 | 6  |
| • L'atelier de production de viande                          | 9  |
| - Gamme de carcasses proposées                               | 10 |
| • Prix des animaux vendus                                    | 13 |
| - Jeunes bovins  | 13 |
| - Broutards  | 14 |
| - Boeufs   | 16 |
| - Génisses à viande  | 17 |
| - Vaches de réforme  | 18 |
| - Quantité de viande produite                                | 19 |
| • Gestion du système fourrager et des concentrés             | 21 |
| - Des exploitations très herbagères                          | 21 |
| - Un système fourrager basé sur l'herbe                      | 22 |
| - Le recours aux concentrés                                  | 26 |
| • Résultats économiques                                      | 27 |
| - Produit brut   | 27 |
| - Charges opérationnelles                                    | 29 |
| - Charges de structure                                       | 30 |
| - Efficacité technico-économique                             | 33 |
| - Capital d'exploitation, capacité de reprise et rentabilité | 35 |
| - Endettement  | 36 |
| - Capacité de reprise  | 36 |

## CONCLUSION

## LEXIQUE

## CARNET D'ADRESSES

## POUR ALLER PLUS LOIN

## REMERCIEMENTS

### Ont contribué à ce dossier...

#### • Rédaction :

Jérôme Pavie, Odile Lafeuille

#### • Avec la collaboration de :

Loïc Madeline, Frédéric Becherel

#### • Maquette :

Annette Castres

## Introduction

L'agriculture biologique est largement mise en avant, en particulier depuis le Grenelle de l'Environnement qui s'est tenu en septembre 2007. Le constat concernant l'agriculture biologique en France est simple : des produits dont la consommation est en hausse, une production qui a tendance à stagner et qui ne représente que 2 % de la surface agricole nationale, d'où un recours massif aux importations pour satisfaire la demande croissante. Face à ces éléments, un plan de développement a été mis en place avec l'objectif de tripler les surfaces d'ici 2013 et de les porter à 20 % en 2020.

L'Institut de l'Élevage anime depuis plus de 20 ans un dispositif national d'acquisition de références en exploitations : Les Réseaux d'Élevage pour le Conseil et la Prospective. Ces réseaux sont présents dans la quasi-totalité des régions françaises, et reposent sur des suivis pluriannuels d'exploitations d'herbivores.

Les Réseaux d'Élevage ont pour but de mettre au point des références technico-économiques à l'échelle du système d'exploitation, transférables aux éleveurs et intervenants du milieu agricole. Ce dispositif s'appuie sur environ 2 000 exploitations réparties dans toutes les zones d'élevages françaises. Il couvre une grande variabilité de systèmes de productions et de situations géo-climatiques et socio-économiques existantes. Ce programme associe l'Institut de l'Élevage, maître d'œuvre qui assure la coordination ainsi que l'encadrement national et régional, et les Chambres Départementales d'Agriculture, chargées de la réalisation des suivis des exploitations agricoles participant au dispositif.

Parmi les systèmes étudiés, les élevages biologiques (environ 150 actuellement) font l'objet de publications régulières depuis une dizaine d'années. L'antériorité du suivi de ces systèmes permet désormais d'observer l'évolution de ces exploitations sur des périodes longues. La réalisation de synthèses pluriannuelles est une forme régulière de valorisation des données issues des suivis des Réseaux d'Élevage. La période étudiée, de 2000 à 2006, couvre sept campagnes au cours desquelles, les facteurs « prix » et « climat » ont impacté les performances des exploitations.

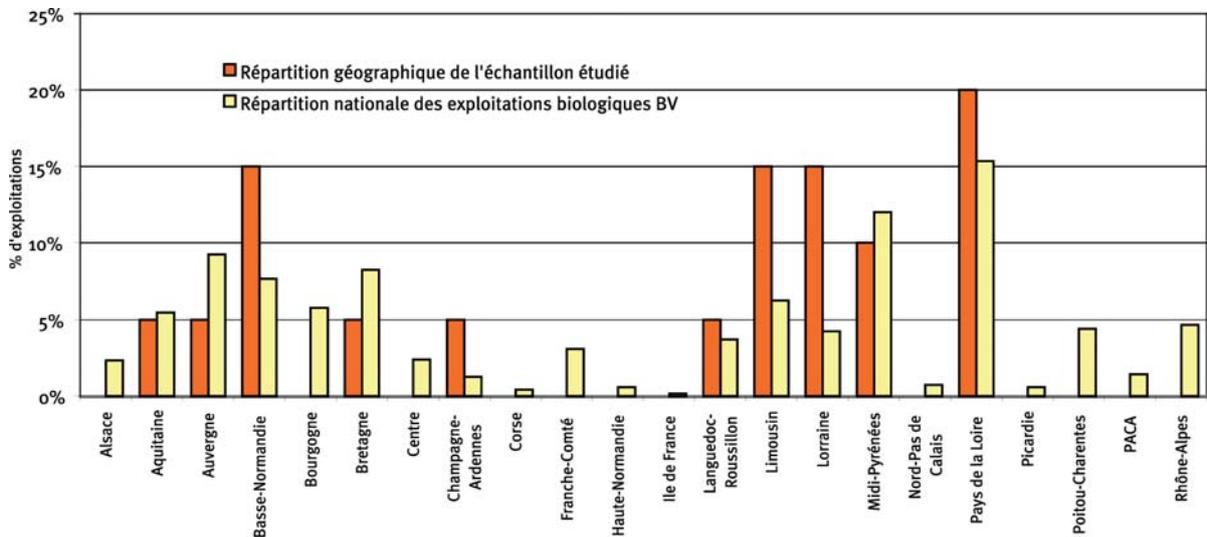
# 2/ Les exploitations allaitantes biologiques

## Localisation de l'échantillon étudié

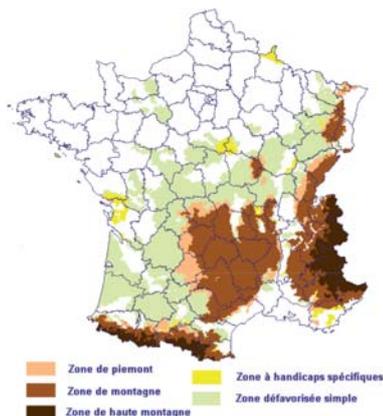
Vingt exploitations allaitantes en production biologique ont été suivies durant la période 2000-2006 sur l'ensemble du territoire français (figure 1). L'échantillon est fortement marqué par la prépondérance des régions Pays de la Loire, Lorraine, Limousin et

Basse-Normandie. La classification ICHN indique que 35 % des exploitations de l'échantillon sont situées en plaine, 35 % en zones défavorisées simples et 30 % dans des zones de relief et de dénivelé (dont une en zone de haute montagne). L'élevage allaitant est ainsi plutôt réparti dans les zones faiblement habitées (figures 2, 3 et 4). Le potentiel des terres est souvent limité et la mécanisation parfois difficile. 60 % des exploitations étudiées sont localisées dans la « diagonale du vide » (axe allant de la Meuse aux Landes, où la densité de population est de moins de 30 habitants/km<sup>2</sup>), ce qui est également le cas pour les élevages conventionnels.

> Figure 1 : Répartition géographique des exploitations de l'échantillon constant par rapport aux exploitations biologiques suivies en 2006 par les Réseaux d'Élevage



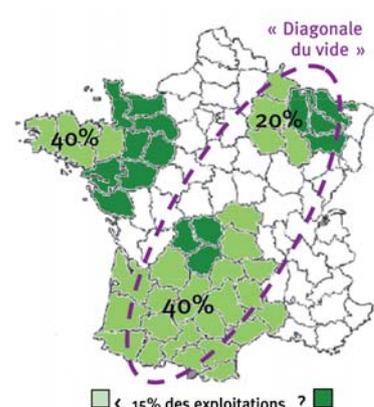
> Figure 2 : Zones agricoles défavorisées  
Source : DGFAR, 2007



> Figure 3 : Vaches nourrices en 2006  
Source : AGRESTE, 2008



> Figure 4 : Répartition des exploitations biologiques étudiées



## Structure des exploitations

Le groupe d'exploitations suivi est assez homogène et varie peu dans ces composantes structurelles sur la période d'étude (tableau 1). Le nombre total d'UGB marque une légère augmentation (de 8 UGB entre 2000 et 2006).

L'accroissement de la surface agricole utile est, en revanche, plus important et linéaire depuis 2000 avec un gain de l'ordre de 2 ha par an en moyenne jusqu'en 2006. La main-d'œuvre, essentiellement familiale avec 1,4 UTH, reste constante au cours des sept années.

La structure des exploitations allaitantes biologiques étudiées est différente de celle des exploitations conventionnelles. Celles-ci ont une SAU plus petite avec 88 ha en moyenne en 2006 mais un cheptel plus important de l'ordre de 100 UGB en moyenne en 2006 (RICA, 2008). La stabilité dans le temps de la main-d'œuvre des exploitations biologiques est comparable à celle des exploitations conventionnelles, ces dernières étant à un niveau légèrement inférieur avec 1,3 UTH en moyenne.

Installés en moyenne vers 1986, l'entrée en conversion de ces exploitations en agriculture biologique a lieu une dizaine d'années plus tard (1996 en moyenne). Âgés de 52 ans en 2006 (valeur moyenne), les exploitants sont expérimentés. Aucun changement depuis cette date (renouvellement, arrivée ou départ d'un associé,...) n'a été constaté au sein du groupe étudié. L'évolution du statut juridique des exploitations tend vers une augmentation des formes sociétaires aux dépens des exploitations individuelles qui

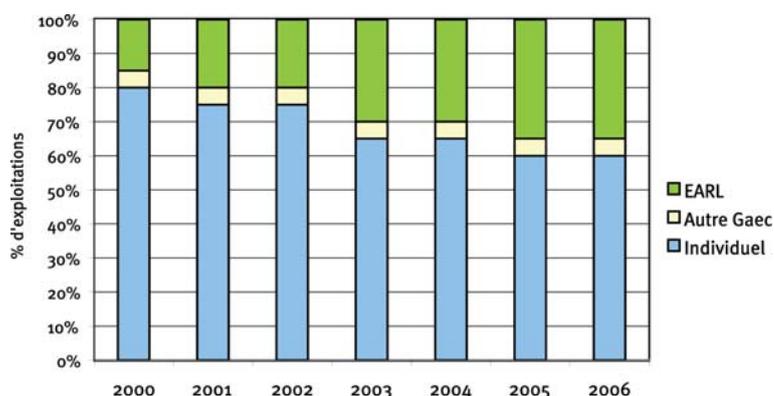
pourtant restent majoritaires (figure 5). En 2006, l'échantillon comptait 60 % d'exploitations individuelles et 40 % de sociétés dont 35 % d'EARL. Les structures sociétaires comptent en moyenne 1,9 associée. Cette hausse des sociétés n'est pas spécifique aux élevages allaitants : c'est un phénomène national ressenti dans toutes les productions. La progression des formes sociétaires est d'ailleurs due en partie à l'essor important des EARL. Créées en 1985, elles représentent aujourd'hui près d'une exploitation professionnelle sur cinq en France.



> Tableau 1 : Éléments de structure

|                           | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| SAU (ha)                  | 95   | 98   | 100  | 101  | 101  | 104  | 106  |
| UGB total                 | 87   | 91   | 96   | 93   | 91   | 91   | 93   |
| Main-d'œuvre totale (UTH) | 1,4  | 1,4  | 1,5  | 1,5  | 1,5  | 1,5  | 1,5  |
| - MO familiale (UTH)      | 1,3  | 1,3  | 1,4  | 1,4  | 1,4  | 1,4  | 1,4  |
| - MO salariée (UTH)       | 0,1  | 0,1  | 0,1  | 0,1  | 0,1  | 0,1  | 0,1  |

> Figure 5 : Statut juridique des exploitations



# Composition du troupeau et reproduction

## Effectifs

La taille moyenne des troupeaux a peu évolué au cours des sept années d'étude (tableau 2). Le nombre de vaches allaitantes reste stable autour de 50 têtes à la différence des exploitations conventionnelles qui voient leurs effectifs de vaches allaitantes par exploitation augmenter de 16 % entre 2000 et 2005 selon les données du RICA (Erhel, 2007). Dans cet échantillon, le nombre total d'UGB a légèrement augmenté entre 2000 et 2002 puis a diminué jusqu'en 2005.

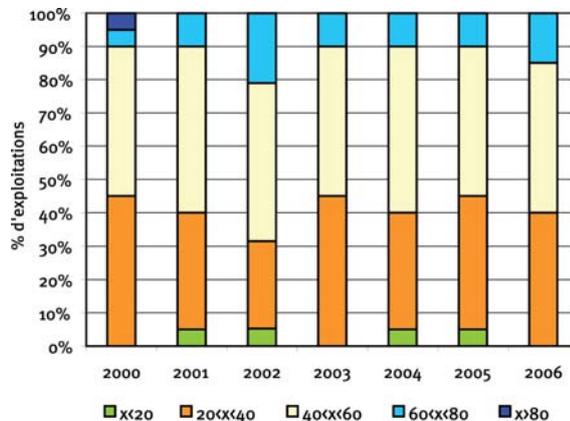
En 2006, il revient au même niveau qu'en 2003. Ce constat est généralisable à toutes les exploitations allaitantes françaises pour 2002 qui atteignent le niveau le plus élevé depuis 1997 en nombre de vaches et depuis 1987 en tonnage. C'est une année charnière où se cumulent les changements liés à la réforme de la PAC (Agenda 2000) ainsi que diverses crises sanitaires (ESB, fièvre aphteuse) qui perturbent le marché de la viande bovine. Dans ce contexte particulier, les exploitations biologiques, du fait de l'interdiction de l'utilisation des farines animales (cahier des charges) ont profité de la crise : attrait du consommateur (meilleure image de la viande bio) et maintien des prix. Les graphiques (figures 6 et 7) mettent en évidence la stabilité des effectifs de vaches allaitantes au sein des exploitations biologiques malgré la hausse ponctuelle des effectifs en 2002 où plus de 20 % des élevages avaient entre 60 et 80 vaches allaitantes. En 2003, cette proportion d'exploitations revient à son niveau de 2001 avec 10 % d'élevages de plus de 60 vaches allaitantes. Cependant, la majeure partie des exploitations étudiées détient entre 40 et 60 vaches allaitantes, ce qui est

> Tableau 2 : Composition du troupeau

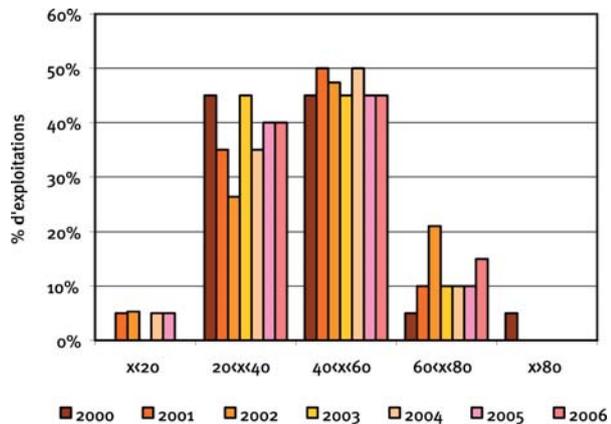
| Troupeau               | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| UGB Bovins viande      | 83   | 87   | 92   | 88   | 86   | 86   | 89   |
| UGB vaches allaitantes | 43   | 44   | 46   | 43   | 43   | 42   | 43   |
| Nombre de VA           | 50   | 51   | 52   | 48   | 48   | 48   | 50   |
| UGB total              | 87   | 91   | 96   | 93   | 91   | 91   | 93   |

légèrement plus que les exploitations conventionnelles. En effet, selon les résultats du RICA, les exploitations les plus nombreuses en 2005 étaient celles dont le troupeau comptait entre 30 et 40 têtes. Ces éléments sont à relativiser compte tenu de la taille et de la représentativité de l'échantillon considéré.

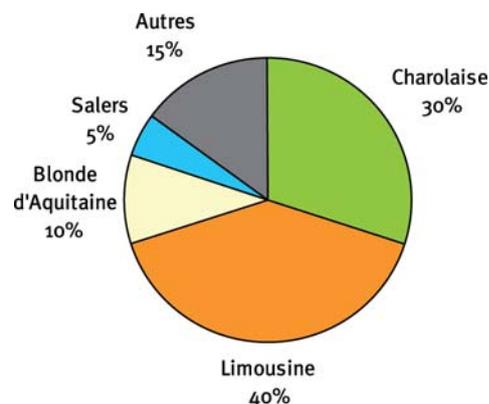
> Figure 6 : Proportions d'exploitations selon le nombre de vaches allaitantes détenues



> Figure 7 : Évolution des exploitations selon leur troupeau de vaches allaitantes



> Figure 8 : Répartition des races des troupeaux en 2006



### Races

Au sein du groupe, les principales races allaitantes françaises sont représentées avec une prédominance des races Charolaise et Limousine (figure 8).

### Gestion de la reproduction

Les exploitations étudiées au sein du groupe sont spécialisées en viande bovine. La gestion de la reproduction est donc primordiale afin d'assurer au mieux la production de viande, sa valorisation et le revenu de l'éleveur (tableau 3).

Le **taux de renouvellement** est relativement stable autour de 22 %. Il varie selon les objectifs de l'éleveur. S'il est élevé, il peut être le signe d'un objectif d'amélioration génétique du troupeau. S'il est bas, l'éleveur fait le choix d'une stratégie économe qui suppose un niveau génétique cohérent avec ses objectifs. **L'âge moyen au premier vêlage** à 36 mois est lui aussi très stable sur la période étudiée. Ces résultats concordent également avec ceux du contrôle de performances 2006, où pour les trois races principales du groupe (qui sont aussi les trois races les plus représentées en France), l'âge au premier vêlage est compris entre 33 et 35 mois (France Bovins Croissance, 2007). Le pourcentage de vêlages précoces (avant 30 mois) est faible, autour de 3 %.

C'est en 2004 qu'il a été le plus élevé avec 11 % des vêlages. Globalement, entre 2000 et 2006, c'est en race Limousine que l'on observe la plupart des vêlages précoces.

L'objectif classique en terme de reproduction est d'obtenir un veau par vache et par an. L'analyse de **l'intervalle vêlage - vêlage** (IVV) renseigne sur la fécondité du troupeau. Il est recommandé d'obtenir un IVV entre 365 et 370 jours. Les résultats montrent une évolution de l'IVV de 13 jours en sept ans, passant de 383 jours en 2000 à 376 jours en 2006. Cependant, cette diminution n'a pas été continue, puisqu'elle varie selon les années : +10 jours entre 2000 et 2002 ; -12 jours entre 2002 et 2004 ; +6 jours en 2005 et -11 jours en 2006. Divers paramètres tels que l'alimentation, les mises bas difficiles, la période de vêlage ou encore l'état sanitaire des animaux (parasites, maladies infectieuses de l'appareil génital...) peuvent faire varier la durée de l'IVV. A cela peuvent s'ajouter les facteurs climatiques influençant la qualité de la pâture et des fourrages récoltés. L'année 2001, froide et humide, a pu affecter les résultats de reproduction de l'année 2002 où l'IVV fut de 393 jours. De même, la sécheresse de 2003 a pu affecter les performances de reproduction de l'année suivante. C'est effectivement en 2004 que l'on dénombre le plus de vêlages difficiles (67 vêlages difficiles sur 910 vêlages au total, soit 7,4 % des vêlages). Cela peut expliquer en partie l'allongement de l'IVV à 387 jours en 2005. Le **% d'IVV > 400 jours** confirme les hypothèses précédentes. Avec une diminution de 19 %, la tendance générale est à la baisse depuis 2000 mais avec une augmentation pour les années 2002 et 2005 (respectivement 27 et 25 % d'IVV > 400 jours).

On peut aussi ajouter l'effet race, comme facteur influençant l'IVV. Si les races Charolaise et Limousine ont moins de 25 % des IVV supérieurs à 400 jours, en race Blonde d'Aquitaine, ce taux est de 36 % (tous vêlages confondus ; France Bovins Croissance, 2007). Pour notre échantillon, la race Blonde d'Aquitaine montre un l'IVV moyen proche de 400 jours (446 jours en 2001 et 392 jours en 2006), confirmant cet effet race.

> **Tableau 3 : Bilan de reproduction**

|                                    | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Taux de renouvellement (%)         | 18   | 24   | 24   | 22   | 23   | 22   | 22   |
| Age moyen au premier vêlage (mois) | 35   | 36   | 36   | 35   | 36   | 36   | 36   |
| IVV moyen (jours)                  | 383  | 386  | 393  | 386  | 381  | 387  | 376  |
| % d'IVV > 400 jours                | 21   | 22   | 27   | 20   | 20   | 25   | 17   |
| Taux de gestation (%)              | 92   | 90   | 91   | 91   | 90   | 93   | 92   |
| Taux de prolificité (%)            | 102  | 103  | 103  | 104  | 102  | 103  | 104  |
| Taux de mortalité (%)              | 13   | 9    | 7    | 8    | 11   | 6    | 8    |
| Taux de productivité numérique (%) | 85   | 83   | 87   | 85   | 81   | 89   | 88   |

Le taux moyen de gestation annuel varie très peu entre 90 et 93 %, et ce, quelles que soient les années étudiées. Mode d'expression de la fertilité du troupeau, le taux de gestation généralement obtenu est de 92 %. Nos résultats ne montrent donc pas de problème de fertilité. On constate même (figure 9) une amélioration des performances : 84 % des exploitations de l'échantillon ont un taux de gestation supérieur à 90 % en 2006 contre moins de 80 % en 2000. Une seule exploitation voit son taux de gestation se dégrader entre 2000 et 2006. Le taux de gestation de 90 % de l'année 2001 s'explique par les caractéristiques climatiques d'une année froide et humide, défavorable à la fécondité.

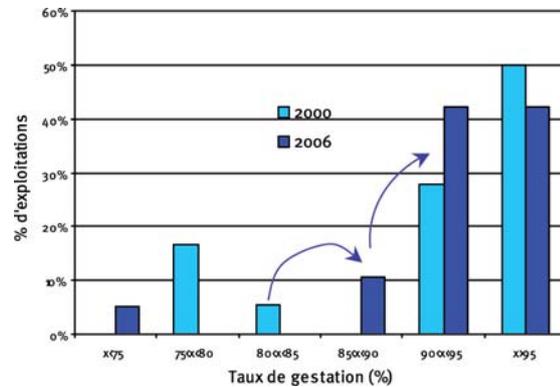
**Le taux de mortalité** des veaux avant le sevrage s'est bien amélioré, passant de 13 % en 2000 à 8 % en 2006. Il s'approche ainsi du taux généralement obtenu, en général, de l'ordre de 5 %. En 2006, 32 % des exploitations atteignent ce seuil. On peut noter également l'amélioration des élevages à ce niveau (figure 10) : 74 % des exploitations ont un taux de mortalité inférieur à 10 % en 2006 contre 53 % seulement en 2000. Plusieurs facteurs influencent le taux de mortalité avant le sevrage des veaux, comme les conditions de vêlage, l'alimentation des mères ou l'ambiance des bâtiments. Nos résultats confirment la relation aux difficultés de vêlage puisque l'un des taux de mortalité les plus élevés est constaté en 2004 (11 %), année où il y eût le plus de vêlages difficiles, de césariennes et d'embryotomies recensés.

La **productivité numérique** est un indicateur essentiel en élevage allaitant. Il permet de relier les performances de reproduction (en associant la notion d'IVV moyen aux taux de gestation et de mortalité) aux critères économiques comme le montrent les figures 11 et 12.

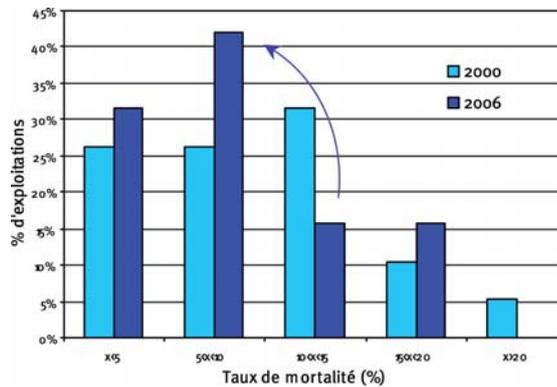
Le niveau global des exploitations biologiques est satisfaisant avec un taux de productivité numérique de

88 % en 2006. À titre de comparaison au plan national, on obtient une productivité numérique de l'ordre de 88 % pour les élevages charolais et de 90 % pour les élevages Limousin.

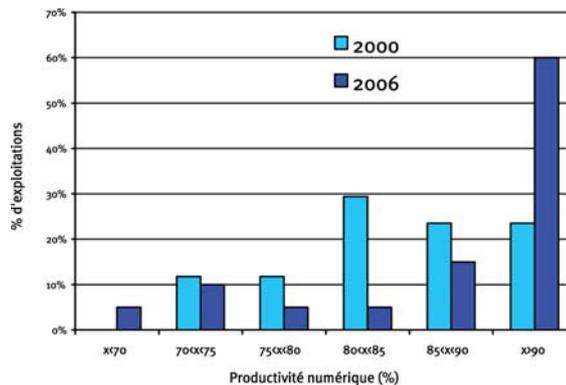
> Figure 9 : Évolution du taux de gestation entre 2000 et 2006



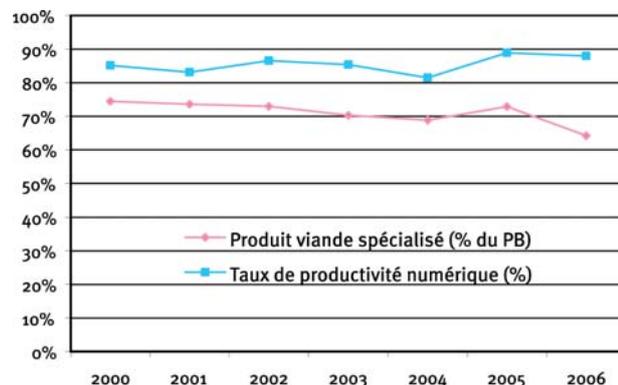
> Figure 10 : Évolution du taux de mortalité entre 2000 et 2006



> Figure 11 : Évolution du taux de productivité numérique entre 2000 et 2006



> Figure 12 : Relation entre la productivité numérique et le produit viande spécialisé



Les fluctuations annuelles que l'on peut observer sont liées aux conditions d'élevage et de reproduction décrites précédemment. Sur toute la période étudiée, ce taux a progressé de 3 %, passant de 85 % en 2000 à 88 % en 2006. Le point faible de 81 % correspond à l'année 2004 dont le taux de gestation fut le plus bas de la série (90 %) et le taux de mortalité parmi les plus élevés (11 %). 2004 fait suite à l'année de sécheresse où il y a pu avoir des restrictions alimentaires causant des problèmes de fertilité (état d'engraissement, difficultés aux vêlages). La figure 11 montre la progression des élevages par rapport à 2000 où seulement 24 % des exploitations avaient un taux de productivité numérique supérieur à 90 %.

L'utilisation de l'insémination artificielle comme unique mode de reproduction ne concerne que 10 % des exploitations étudiées en 2006 (figure 13). Ce mode de reproduction reste peu utilisé dans le groupe où 60 % des éleveurs ont uniquement recours aux saillies naturelles. Les 30 % restant pratiquent les deux méthodes.

Malgré sa progression, l'insémination artificielle seule reste peu pratiquée dans les élevages allaitants, et ce, aussi bien en agriculture biologique qu'en conventionnel. Elle concerne seulement deux élevages dans notre échantillon. L'insémination artificielle nécessite un très bon suivi du troupeau par l'éleveur avec notamment la surveillance des chaleurs. Cela est plus facile lorsque les animaux sont en bâtiments plutôt qu'en extérieur. La mise à la reproduction des vaches après la mise à l'herbe est d'ailleurs l'un des freins principaux au développement de l'IA en système allaitant. La pratique de la saillie naturelle

comme unique mode de reproduction est courante en élevage allaitant. La proportion d'éleveurs ayant recours à cette technique est stable, autour de 60 % pour le groupe étudié. La recherche de simplification du travail et de diminution des coûts (coûts de reproduction – charges opérationnelles) peut expliquer ces chiffres.

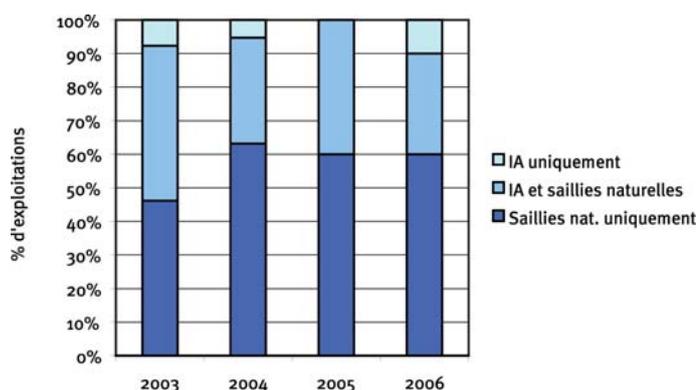
Les vêlages s'étalent sur toute l'année (figure 14). On constate une période principale de mises bas en automne (octobre – novembre). Ce type de vêlages permet de dessaisonner la production de brouards mais coûte en revanche plus cher en alimentation car les besoins accrus des animaux en lactation doivent être couverts par les fourrages et autres aliments stockés.

Une seconde période se distingue au début du printemps (mars – avril). Cette stratégie est classique en élevage biologique car elle permet de limiter les dépenses en aliments. En effet, les animaux profitent de la pousse de l'herbe pour assurer leurs besoins alimentaires augmentés pendant la phase de lactation.

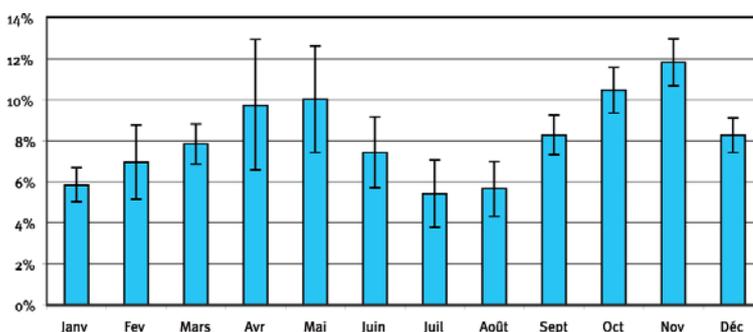
Le circuit de commercialisation influence probablement la production : étaler les vêlages permet d'assurer une production de viande régulière au cours de l'année. Certains éleveurs privilégient cette technique par souci de simplification du travail, en laissant par exemple le taureau en permanence avec le troupeau.

> Figure 13 : Modes de reproduction

Source : Données 2000, 2001 et 2002 non disponibles



> Figure 14 : Évolution du taux de productivité numérique entre 2000 et 2006

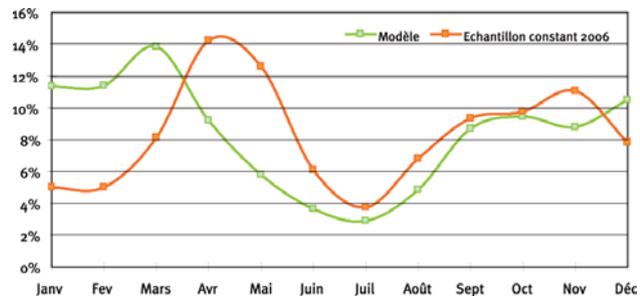


La figure 15 cherche à comparer les vêlages du groupe étudié (courbe orange) aux vêlages observés chez les éleveurs conventionnels suivis en contrôle de performances ("Modèle", courbe verte) pour l'année 2006. Le "Modèle" proposé prend en compte la part de chaque race présente au sein de l'échantillon constant étudié entre 2000-2006. Il correspond à l'équation :

$$\begin{aligned} \text{"Modèle"} = & 0,4 \times [\text{Limousine}] + \\ & 0,3 \times [\text{Charolaise}] + \\ & 0,1 \times [\text{Blonde d'Aquitaine}] + \\ & 0,05 \times [\text{Salers}] + \\ & 0,05 \times [\text{Rouge des prés}] + \\ & 0,05 \times [\text{Aubrac}] + \\ & 0,05 \times [\text{Gasconne}] \end{aligned}$$

où [race] correspond aux vêlages mensuels (données issues des Résultats du contrôle de performances des bovins allaitants, campagne 2006, Institut de l'élevage – France Bovins Croissance ; 2007). On constate une grande « similitude » entre les deux courbes qui montrent que les pratiques biologiques et conventionnelles sont comparables. On distingue cependant un décalage entre les deux courbes d'un mois environ fin hiver début printemps. Ce décalage persiste jusqu'en juin – juillet, les deux courbes étant semblables ensuite. Il est probablement moins coûteux d'avoir des vaches tarées en fin de gestation en hiver lorsque les animaux sont en bâtiments car leur capacité d'ingestion est plus faible : outre la place qu'occupe le veau, les besoins alimentaires sont moindres puisque la vache n'est pas encore en phase de lactation.

> Figure 15 : Comparaison entre la répartition des vêlages de l'échantillon et les résultats du contrôle de performances bovins allaitants pour l'année 2006 – version lissée –



## L'atelier de production de viande

Il est important de signaler que plusieurs éléments limitent l'analyse de la production de viande. En effet, nous ne disposons pas, dans la base de données Diapason, d'informations qui permettraient une analyse précise des prix de vente par animal, et une comparaison fine avec les cours de la viande conventionnelle.

Ces éléments, pourtant connus au niveau des ingénieurs départementaux, ne sont pas stockables sous Diapason. Il s'agit :

- Des périodes de vente, la conjoncture évoluant durant l'année.
- Des circuits de commercialisation : des différences de prix peuvent être importantes sur une même catégorie animale, à qualité égale, selon le circuit utilisé (vente directe à la ferme, vente directe auprès d'un boucher, vente en regroupement, etc.) et la région où se situe la vente en fonction d'habitudes de consommation locales.
- Des critères de qualité des carcasses, notamment le classement et la note d'engraissement.

D'autre part, le nombre d'animaux vendus par catégorie reste limité, avec au sein de chaque catégorie une diversité raciale forte qui contribue à réduire encore la taille des échantillons comparables (tableau 4).

Compte tenu des faibles effectifs traités et de tous ces éléments explicatifs manquants, les résultats de cette analyse doivent être interprétés avec prudence et avec les limites qui s'imposent.

> Tableau 4 : Catégories et nombre d'animaux vendus

|                              | 2000       | 2001       | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | Total        |
|------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| Bœufs                        | 60         | 98         | 133        | 160        | 178        | 132        | 106        | 867          |
| Broutardes                   | 65         | 60         | 66         | 55         | 28         | 38         | 53         | 365          |
| Broutards mâles              | 253        | 117        | 228        | 250        | 258        | 256        | 248        | 1 610        |
| Génisses à viande            | 50         | 51         | 77         | 90         | 92         | 90         | 86         | 536          |
| Jeunes bovins                | 16         | 27         | 33         | 12         | 4          | 2          | 1          | 95           |
| Vaches de réformes           | 224        | 188        | 242        | 229        | 203        | 182        | 180        | 1 448        |
| Veaux naissants              | 64         | 78         | 77         | 43         | 51         | 43         | 44         | 400          |
| Veaux sous la mère femelles  | 8          | 17         | 27         | 14         | 31         | 20         | 17         | 134          |
| Veaux sous la mère mâles     | 12         | 42         | 51         | 28         | 15         | 7          | 24         | 179          |
| Veaux type Lyon - St-Etienne | 12         | 14         | 2          | 0          | 3          | 5          | 14         | 50           |
| <b>Total</b>                 | <b>764</b> | <b>692</b> | <b>936</b> | <b>881</b> | <b>863</b> | <b>775</b> | <b>773</b> | <b>5 684</b> |

**Note méthodologique**

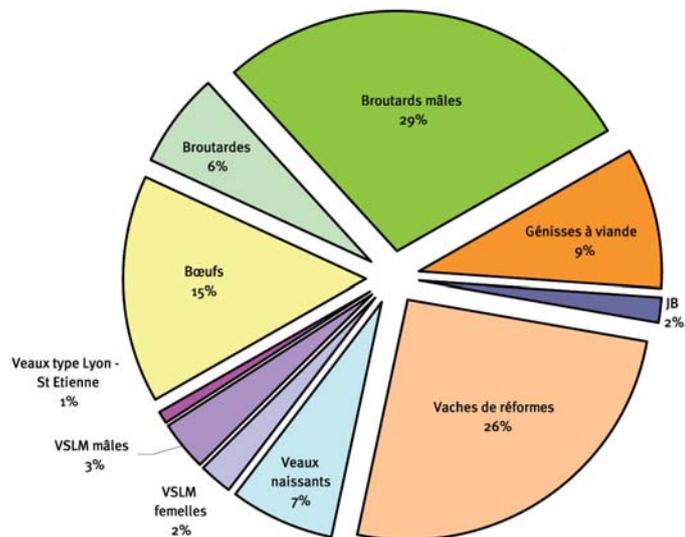
Les effectifs indiqués dans le tableau 4 sont ceux renseignés dans la base de données. Lors de l'analyse des prix, seuls sont pris en compte les effectifs renseignés pour le circuit de distribution classique. La catégorie veaux sous la mère regroupe également les veaux de type "Rosé" et "Veaux d'Aveyron".

**Gramme de carcasses proposées**

Les élevages biologiques proposent une large gamme de produits (tableau 4, figure 16), à la fois en maigre (broutards) et en produits finis (vaches de réforme).

Globalement, les ventes d'animaux maigres concernent 35 % des ventes. Il existe souvent différentes productions au sein d'un même élevage. Sur toute la période étudiée, c'est la production de broutards, avec 35 % des animaux vendus, qui a été la plus importante suivie par la vente des vaches de réforme (26 %). L'offre en animaux finis est principalement constituée des génisses et des vaches de réforme. La majorité des veaux mâles trouvent comme débouché le marché du maigre mais en système conventionnel donc sans plus-value particulière. Marquée par les crises sanitaires ayant touché la France à la fin des années 90, on constate une nette diminution de la production de

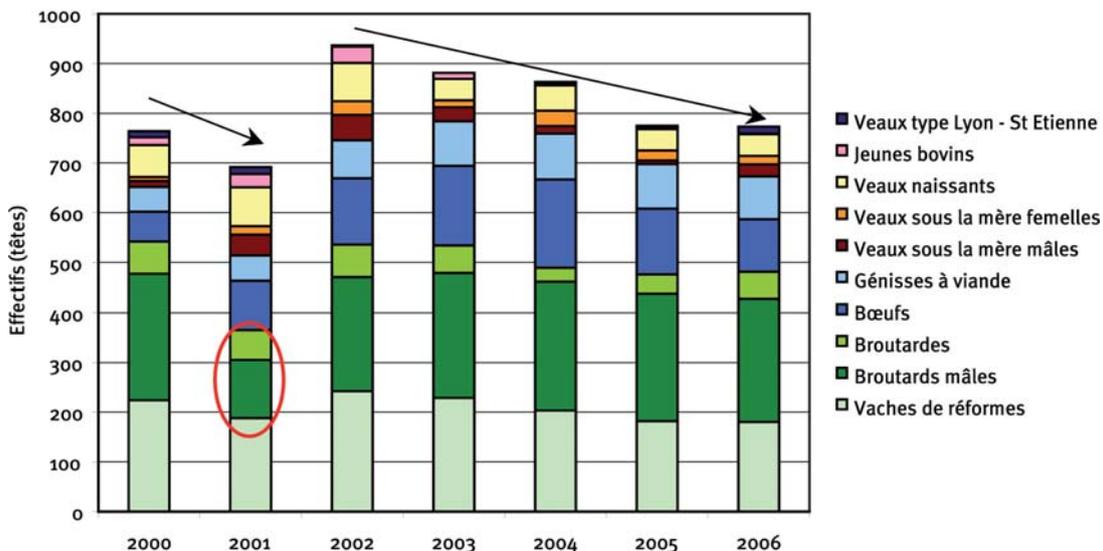
> Figure 16 : Répartition des différentes catégories de produits proposés par les éleveurs biologiques (quantités totales 2000-2006)



viande bovine en 2000 et 2001. L'année 2002 affiche à la fois le niveau le plus élevé en terme d'effectifs vendus mais aussi le point de départ d'une lente érosion de ces effectifs jusqu'en 2006 (figure 17).

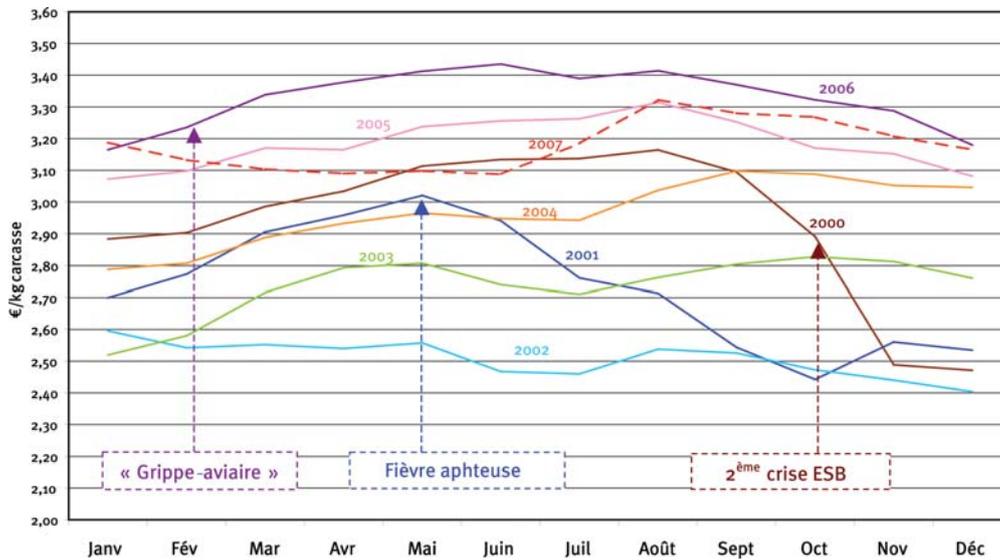
La très nette diminution de 2001 est due essentiellement à la régression de la vente d'animaux en maigre. La crise de l'ESB et de la fièvre aphteuse a beaucoup pesé sur les exportations en 2001, principal débouché des animaux maigres, notamment avec l'Italie qui reste la 1<sup>ère</sup> destination traditionnelle du broutard français. Les exportations de viande bovine française chutent de 40 % entre octobre et novembre 2000 et ne retrouvent leur niveau d'avant la crise qu'au début 2003. La décroissance qui s'opère depuis 2002 est due à la diminution des effectifs vendus de vaches de réforme, des veaux quel qu'en soit le type (de Lyon, St-Etienne ou naissants) et des jeunes bovins. Cela peut être une conséquence de la réforme de la PAC (Agenda 2000) en 2002-2003 avec la prise en compte des génisses pour le calcul des PMTVA.

> Figure 17 : Effectifs d'animaux vendus par catégorie



> Figure 18 : Évolution du prix de la vache de réforme conventionnelle – classement « R » (ensemble des élevages)

Source : GEB d'après Office de l'Élevage



La période étudiée couvre sept années marquées à la fois par des années climatiques particulières (sécheresse de 2003) mais aussi par des crises sanitaires ayant eu de fortes répercussions sur le cours de la viande.

On constate que le cours du prix de la vache de réforme classée « R » a varié de 2,40 €/kgc (décembre 2002) à 3,44 €/kgc (juin 2006) (figure 18). Plus généralement, on remarque une chute des cours du deuxième semestre 2000 à décembre 2002 puis une remontée à partir de 2003 jusqu'en 2006.

Ces fluctuations s'expliquent par la conjoncture. En effet, en octobre 2000, l'annonce de la mise sur le marché de viande provenant d'animaux qui avaient été en contact avec une vache atteinte d'Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB) plonge la France au cœur d'une seconde et plus profonde crise sanitaire. La chute de la consommation de viande bovine, couplée à l'embargo sur le bétail et les viandes amplifie les effets de la crise. La production est soutenue par des opérations de désengorgement du marché (retrait-destruction, achat spécial et

intervention) destinée à limiter la chute des cours. En 2001, alors que les prix commencent à remonter pour retrouver des niveaux proches de ceux d'avant crise, viennent s'ajouter les effets de la fièvre aphteuse qui restreignent les mouvements d'animaux vivants. Cela retarde le rétablissement des relations commerciales avec les pays partenaires et notamment avec l'Italie. C'est en 2002 que les cours sont les plus bas. La crise d'ESB en 2000 a contraint les éleveurs à garder de nombreux animaux sur leur exploitation faute de débouchés sur les marchés. Même si la reprise des exportations a permis d'écouler une bonne partie des stocks sur pieds constitués par les éleveurs, une part importante de génisses a été orientée vers l'engraissement et s'est retrouvée sur le marché en 2002. Cette hausse de production s'opère également pour les vaches allaitantes. Cette abondance d'offre pèse donc sur les cours qui diminuent.

En 2003, la reprise de la consommation et le repli de la production permettent une reprise des cours qui est atténuée en partie par la mise sur le marché des stocks constitués entre novembre 2000 et mars 2002. Cette tendance se poursuit en 2004 et en 2005 où le cours de la viande continue de remonter. L'année 2006 affiche la conjoncture la plus favorable pour la viande bovine en France sur toute la période étudiée. La diminution des abattages, la nette réduction des importations d'Amérique du Sud dans l'Union Européenne pour cause de fièvre aphteuse au Brésil et de politique interne en Argentine ainsi que l'effet « grippe aviaire » (report de la consommation de volailles sur la viande bovine) expliquent le prix soutenu de la viande bovine en 2006.

Ce contexte a fortement profité à la viande issue de l'agriculture biologique (figure 19). En effet, avant l'été 2000, les animaux de viande (bœufs, génisses et vaches de réforme allaitantes) trouvaient difficilement preneurs. À partir d'octobre, date de la 2e crise ESB, tous ces animaux ont été rapidement mis sur le marché, avec un redressement des cours de la viande biologique. Le début d'année 2001 est resté sur la même dynamique accentuée par la crise de la fièvre aphteuse. Cet engouement pour la viande bio s'explique par plusieurs facteurs :

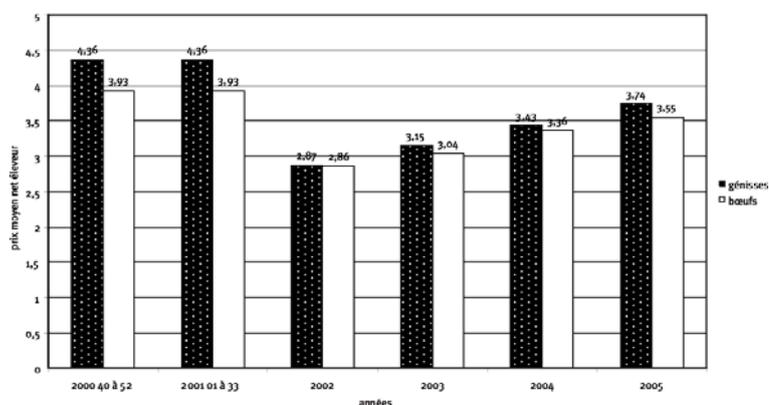
- les crises sanitaires ont éveillé l'intérêt du consommateur pour les produits issus de l'agriculture biologique,
- l'ensemble de la filière bovine a mis en avant des critères de qualité pour relancer la consommation en viande bovine,
- un fort développement des opérateurs pour commercialiser ces types de produits (bouchers, magasins spécialisés, RHD) et notamment de la grande distribution. En 1999, seulement 17 % des GMS proposaient au moins un produit carné issu de l'élevage biologique alors que pendant la crise, ce chiffre a atteint 45 % pour se stabiliser en 2003 à 37%.

Par contre, dès le 2e semestre 2001, la demande s'est fortement ralentie avec des difficultés d'écoulement, comparables à celles de l'été 2000.

À partir de 2002, la production en gros bovins progresse plus vite que la demande et 2003 voit les volumes de vente en vif régresser, suite aux difficultés d'écoulement des animaux. Il faut attendre le second trimestre 2004 pour commencer à voir les ventes progresser de nouveau. L'amont a poursuivi sa structuration et la création de la SAS UNEBIO

> Figure 19 : Prix moyen net éleveur gros bovins viande génisses et bœufs classe R = 2000 à 2005

Source : J-F Deglorie



contribue à rationaliser l'offre nationale et participe à stabiliser les cours à la production. Depuis 2004, la catégorie génisses progresse alors que les ventes de bœufs régressent. Cette régression résulte des effets cumulés de la conjoncture conventionnelle favorable aux brouillards, de la mise en place des DPU non incitatifs à l'engraissement et des difficultés de la filière connues en 2003, avec une dégradation des cours du bœuf lié à des difficultés d'écoulement. En 2005, l'offre en gros bovins de boucherie allaitants, hors vente directe, s'est stabilisée sur les niveaux 2004, qui avaient accusé une baisse moyenne de 20 % vis-à-vis de 2003. Les sorties 2005 ont été plus régulières sur l'année, les difficultés d'écoulement observées habituellement en période estivale ont été évitées, l'offre en gros bovins n'a pas significativement progressé, malgré des sorties plus importantes en fin d'année, sous les effets de la mise en application de la nouvelle PAC au 1er janvier 2006. La demande s'est bien tenue en animaux à destination des différents circuits de distribution, l'équilibre entre offre et demande a été relativement bon en 2005 (Éleveurs Bio de France, 2006). La production de viande biologique a progressé de 7,1 % en 2006 en France. Sur les 11 300 tonnes produites en 2006, le bœuf et le veau bio représentent 65 %. Cependant, ramenée à la production totale de viande en France, la part du bio reste confidentielle puisqu'elle n'atteint que 0,5 % en bovins (Commission BIO INTERBEV, 2008).



## Prix des animaux vendus

### Jeunes Bovins

On constate que sur notre échantillon constant, la production

de jeunes bovins est en très forte régression, et a quasiment disparue sur les trois dernières années étudiées (tableau 5). Les effectifs trop restreints ne permettent pas de discuter les prix de vente. À l'échelon national, la filière Jeunes Bovins bio est anecdotique.

> **Tableau 5 : Effectifs vendus et prix des jeunes bovins**

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après l'Office de l'Élevage

| Jeunes bovins                                | 2000        | 2001        | 2002         | 2003        | 2004        | 2005         | 2006         |
|--|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse          | 16          | 27          | 25           | 12          | 3           | 2            | 1            |
| Poids moyen (kgc/tête)                       | 423         | 426         | 392          | 333         | 272         | 247          | 306          |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)          | 3,07        | 2,91        | 2,62         | 3,35        | 6,78        | 2,26         | 2,80         |
| Prix conventionnel** (€/kg de carcasse)      | 3,04        | 2,49        | 3,05         | 3,06        | 2,96        | 3,18         | 3,48         |
| <b>Différence (biologique-conventionnel)</b> | <b>0,03</b> | <b>0,42</b> | <b>-0,43</b> | <b>0,29</b> | <b>3,82</b> | <b>-0,92</b> | <b>-0,68</b> |

\* sans distinction de classement

\*\* classement U

### Veaux sous la mère

> **Tableau 6 : Effectifs vendus et prix des veaux sous la mère femelles**

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après l'Office de l'Élevage

| Veaux sous la mère femelles                  | 2000     | 2001         | 2002         | 2003         | 2004        | 2005         | 2006        |
|--|----------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse          | 8        | 16           | 21           | 13           | 31          | 20           | 17          |
| Poids moyen (kgc/tête)                       | 121      | 115          | 147          | 129          | 126         | 120          | 184         |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)          | 6,52     | 5,83         | 5,52         | 6,92         | 6,39        | 6,85         | 7,44        |
| Prix conventionnel** (€/kg de carcasse)      | NC       | 6,68         | 6,79         | 7,07         | 6,24        | 7,06         | 7,4         |
| <b>Différence (biologique-conventionnel)</b> | <b>-</b> | <b>-0,85</b> | <b>-1,27</b> | <b>-0,15</b> | <b>0,15</b> | <b>-0,21</b> | <b>0,04</b> |

\* sans distinction de classement

\*\* classement U

> **Tableau 7 : Effectifs vendus et prix des veaux sous la mère mâles**

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après l'Office de l'Élevage

| Veaux sous la mère mâles                     | 2000     | 2001         | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006        |
|--|----------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse          | 12       | 39           | 49           | 28           | 15           | 2            | 16          |
| Poids moyen (kgc/tête)                       | 143      | 132          | 148          | 146          | 143          | 115          | 135         |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)          | 6,12     | 6,00         | 5,78         | 6,03         | 5,88         | 6,11         | 8,97        |
| Prix conventionnel** (€/kg de carcasse)      | NC       | 6,98         | 6,99         | 7,04         | 6,85         | 7,38         | 7,6         |
| <b>Différence (biologique-conventionnel)</b> | <b>-</b> | <b>-0,98</b> | <b>-1,21</b> | <b>-1,01</b> | <b>-0,97</b> | <b>-1,27</b> | <b>1,37</b> |

\* sans distinction de classement

\*\* classement U

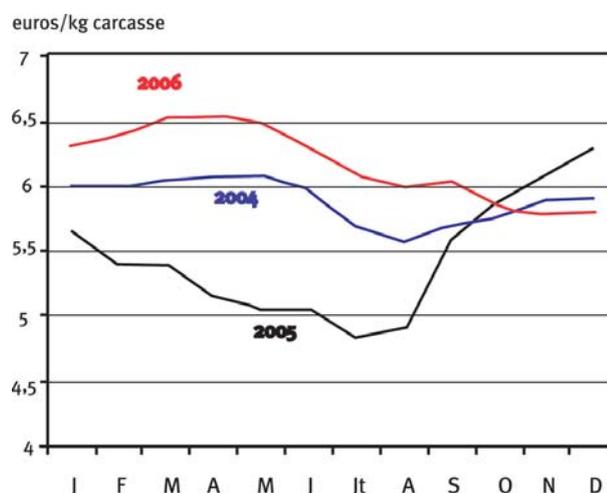
Le nombre de veaux sous la mère vendus est très fluctuant selon les années étudiées. Cette production s'est fortement développée de 2000 à 2002, période à laquelle le cours des broutards était particulièrement bas. La production de veaux sous la mère constituait alors une option intéressante permettant de dégager une plus-

value. Depuis 2003, les effectifs sont plutôt en baisse (surtout en 2005). Cette seconde période coïncide avec une remontée du cours des broutards. Or, quand le marché du broutard est bon, l'option veaux sous la mère devient moins intéressante étant donné la quantité de travail supplémentaire qu'elle représente. De plus, la prime, créée en 2003 pour ces animaux, n'entraîne pas dans la période de références historiques des exploitations. Elle n'a donc pas été capitalisée en DPU et a rendu encore moins attractive cette production.

L'année 2005 fut particulièrement basse en terme d'effectifs vendus avec seulement 22 veaux vendus sur l'ensemble du groupe (tableaux 6 et 7). Comme l'atteste la figure 20, cette année correspond à une très mauvaise année au niveau du marché. Ce sont surtout les femelles qui sont valorisées de cette manière : les effectifs vendus sont plus stables que celui des mâles sur toute la période étudiée.

> **Figure 20 : Cotations mensuelles du veau Rosé Clair R (circuit conventionnel)**

Source : Extrait de « 2006, l'année économique viande bovine, perspective 2007 », *Économie de l'Élevage* n° 365, février 2007, p 24



> **Tableau 8 : Prix biologique par race des veaux sous la mère mâles**

| €/kg carcasse      | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Blonde d'Aquitaine | -    | 6,64 | 6,23 | 7,33 | -    | -    | 5,94 |
| Maine d'Anjou      | 6,12 | -    | 5,75 | 5,83 | 5,92 | -    | -    |

Races qui sont les plus souvent représentées dans l'échantillon sur la période considérée distinction de classement

Les deux races les plus représentées dans l'échantillon sont la Blonde d'Aquitaine et la Maine Anjou (tableau 8). La première est mieux valorisée que

la seconde.

Le classement ainsi que le rendement en carcasse et en viande, supérieurs chez la Blonde d'Aquitaine (de l'ordre de 60 à 65 % selon le BRG, 2008), expliquent la différence constatée.

## Broutards

> **Tableau 9 : Effectifs vendus et prix des broutards femelles**

| Broutardes                            | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de têtes vendues en vif        | 33    | 51    | 66    | 55    | 28    | 38    | 53    |
| Poids moyen (kgv/tête)                | 273,5 | 245,0 | 242,1 | 237,7 | 248,9 | 251,3 | 276,0 |
| Prix biologique* (€/kgv)              | 2,15  | 2,16  | 2,32  | 2,38  | 2,15  | 2,51  | 2,23  |
| Prix conventionnel** (€/kgv) - primés | NC    | 1,68  | NC    | NC    | NC    | NC    | NC    |
| - non primés                          | NC    | 2,19  | 2,35  | NC    | NC    | NC    | NC    |

\* sans distinction de classement

\*\* classement U

> **Tableau 10 : Effectifs vendus et prix des broutards mâles**

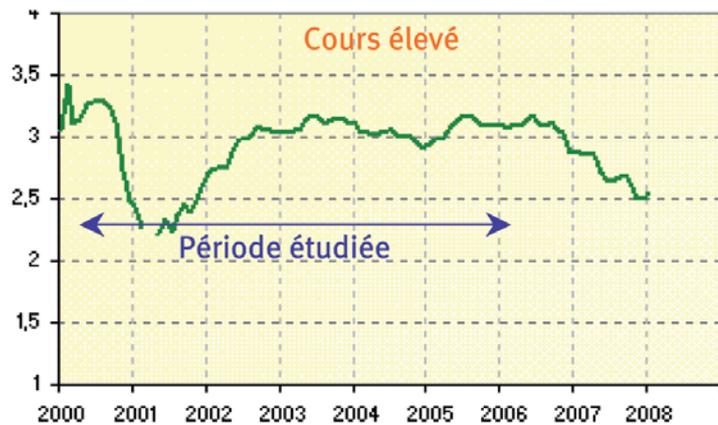
| Broutards mâles  | 2000  | 2001         | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        |
|--|-------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en vif                         | 199   | 108          | 228         | 250         | 258         | 255         | 248         |
| Poids moyen (kgv/tête)                                 | 254,3 | 293,7        | 298,7       | 283,4       | 286,5       | 298,0       | 302,9       |
| Prix biologique* (€/kgv)                               | 2,79  | 2,06         | 2,47        | 2,65        | 2,61        | 2,66        | 2,70        |
| Prix conventionnel** (€/kgv) - primés                  | NC    | 1,91         | 2,29        | 1,9         | 1,95        | 2,14        | 2,24        |
| - non primés   | NC    | 2,23         | 2,65        | 2,22        | 2,34        | 2,45        | 2,43        |
| <b>Différence (biologique - moyenne conventionnel)</b> | -     | <b>-0,01</b> | <b>0,00</b> | <b>0,59</b> | <b>0,47</b> | <b>0,37</b> | <b>0,37</b> |

\* sans distinction de classement

\*\* classement U

La majorité des veaux mâles issus des élevages bio est commercialisée en broutards dans le circuit conventionnel. La différence de prix observée entre le prix biologique et le prix conventionnel est très faible (tableaux 9 et 10). La conjoncture conventionnelle étant favorable, surtout depuis 2003 (figure 21), elle assure une bonne valorisation de la production et explique en partie la baisse de la production de veaux sous la mère plus exigeante en main-d'œuvre.

> Figure 21 : Évolution du cours des broutards conventionnels en Euros constants/kg



> Tableau 11 : Prix biologique par race des broutards mâles

| €/kg vif                          | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | Moyenne des prix par race |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------|
| Aubrac                            |             |             | 2,36        | 2,03        | 2,85        | 2,10        |             | 2,38                      |
| Blonde d'Aquitaine                |             |             | 2,91        | 3,24        | 3,63        | 3,59        | 4,08        | 3,44                      |
| Charolaise                        | 2,29        | 1,93        | 2,34        | 2,51        | 2,42        | 2,59        | 2,58        | 2,42                      |
| Gasconne                          | 3,05        | 2,35        | 2,90        | 2,77        | 2,54        | 2,86        | 3,31        | 2,93                      |
| Limousine                         | 2,24        | 2,12        | 2,68        | 2,59        | 2,58        | 2,54        | 2,67        | 2,53                      |
| Maine d'Anjou                     | 2,46        |             | 2,10        | 2,69        | 2,68        |             | 2,64        | 2,60                      |
| Salers                            | 2,33        | 1,78        | 2,28        |             |             |             |             | 2,22                      |
| <b>Moyenne des prix par année</b> | <b>2,34</b> | <b>2,03</b> | <b>2,47</b> | <b>2,65</b> | <b>2,63</b> | <b>2,66</b> | <b>2,73</b> |                           |

> Tableau 12 : Poids des broutards vendus par race

| kg vif/têtes                      | 2000         | 2001         | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | Moyenne des poids par race |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Aubrac                            | -            | -            | 220,1        | 257,5        | 227,9        | 235,0        | -            | 230,7                      |
| Blonde d'Aquitaine                | -            | -            | 290,2        | 273,0        | 237,9        | 257,5        | 222,8        | 259,6                      |
| Charolaise                        | 341,8        | 306,5        | 315,9        | 299,6        | 302,0        | 298,5        | 315,6        | 310,5                      |
| Gasconne                          | 200,0        | 220,0        | 200,0        | 220,0        | 300,0        | 203,3        | 196,7        | 207,6                      |
| Limousine                         | 286,8        | 286,7        | 296,9        | 279,4        | 291,5        | 327,8        | 307,1        | 298,2                      |
| Maine d'Anjou                     | 290,2        | -            | 326,0        | 273,1        | 276,3        | -            | 305,0        | 283,9                      |
| Salers                            | 296,0        | 300,0        | 274,4        | -            | -            | -            | -            | 285,5                      |
| <b>Moyenne des prix par année</b> | <b>308,6</b> | <b>293,7</b> | <b>298,7</b> | <b>283,4</b> | <b>286,5</b> | <b>300,9</b> | <b>302,9</b> |                            |

On constate que les prix des broutards varient selon les races de 2,22 à 3,44 €/kg vif en moyenne sur toute la période étudiée. C'est la race Blonde d'Aquitaine qui est la mieux valorisée, suivie par la Gasconne (tableau 11). Il en est de même si l'on compare les races vendues par les

exploitations conventionnelles suivies par les Réseaux d'Élevage. En 2006, pour les élevages conventionnels, c'est la race Blonde d'Aquitaine qui est la mieux valorisée à 3,59 €/kgv pour un poids moyen de vente de 260 kgv (Réseaux d'Élevage, 2008) contre 4,08 €/kgv pour un poids de vente de 223 kgv chez nos éleveurs biologiques (tableau 12). Les effectifs commercialisés selon les races et années sont présentés ci-dessous (tableau 13).

> Tableau 13 : Effectifs des broutards étudiés

| Effectifs (têtes)  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Aubrac             |      |      | 13   | 5    | 8    | 6    | -    |
| Blonde d'Aquitaine |      |      | 18   | 32   | 21   | 22   | 13   |
| Charolaise         | 71   | 45   | 110  | 85   | 86   | 119  | 87   |
| Gasconne           | 6    | 3    | 4    | 3    | 1    | 6    | 6    |
| Limousine          | 49   | 55   | 61   | 88   | 104  | 83   | 130  |
| Maine d'Anjou      | 28   |      | 6    | 37   | 38   |      | 12   |
| Salers             | 10   | 5    | 16   |      |      |      |      |

## Bœufs

> Tableau 14 : Effectifs et prix des bœufs vendus

| Bœufs  | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse            | 53          | 98          | 126         | 150         | 153         | 104         | 105         |
| Poids moyen (kgc/tête)                         | 426         | 403         | 415         | 414         | 422         | 439         | 405         |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)            | 4,07        | 3,88        | 3,41        | 3,23        | 3,64        | 4,04        | 4,41        |
| Prix conventionnel** (€/kg de carcasse)        | 3,32        | 3,22        | 2,95        | 3,03        | 3,3         | 3,47        | 3,59        |
| <b>Différence (biologique - conventionnel)</b> | <b>0,75</b> | <b>0,66</b> | <b>0,46</b> | <b>0,20</b> | <b>0,34</b> | <b>0,57</b> | <b>0,82</b> |

Le nombre de bœufs vendus est en augmentation constante jusqu'en 2004 puis diminue légèrement, pour arriver en 2006 à 105 bœufs vendus (tableaux 14 et 17). Ces effectifs ont doublé en sept ans. Les animaux produits sont assez lourds (plus de 400 kg de carcasse, toutes races confondues) et proches des

« bœufs conventionnels ». En 2006, selon les résultats des Réseaux d'Élevage, les bœufs limousins conventionnels sont vendus à 422 kg de carcasse, contre près de 424 kgc pour la race Limousine d'après les résultats de notre échantillon (tableau 16). En ce qui concerne les prix, et si l'on met de côté les races Aubrac, Gasconne et Salers pour lesquelles les effectifs étudiés sont très faibles, c'est la race Limousine qui est la mieux valorisée en moyenne de 2000 à 2006 à 4,00 €/kgc, suivie par la Maine Anjou puis la Charolaise avec respectivement 3,76 et 3,46 €/kgc (tableau 15).

> Tableau 15 : Prix moyen des bœufs biologiques par race & par année

| €/kgc                             | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | Moyenne des prix par race |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------|
| Aubrac                            | 5,64        |             |             |             |             |             |             | <b>5,64</b>               |
| Charolaise                        | 3,58        | 3,67        | 3,20        | 3,12        | 3,66        | 3,72        | 3,49        | <b>3,46</b>               |
| Gasconne                          |             |             |             |             |             | 6,80        | 6,60        | <b>6,65</b>               |
| Limousine                         | 4,10        | 4,09        | 3,76        | 3,32        | 3,62        | 4,28        | 5,12        | <b>4,00</b>               |
| Maine d'Anjou                     | 3,93        | 4,20        | 3,71        | 3,40        | 3,71        | 3,81        | 4,02        | <b>3,76</b>               |
| Salers                            | 3,85        |             |             |             |             |             |             | <b>3,85</b>               |
| Prim'Holstein                     |             | 2,52        | 2,94        |             |             |             |             | <b>2,90</b>               |
| <b>Moyenne des prix par année</b> | <b>3,93</b> | <b>3,87</b> | <b>3,41</b> | <b>3,22</b> | <b>3,64</b> | <b>4,04</b> | <b>4,40</b> |                           |

> Tableau 16 : Poids moyen par race et par année des bœufs biologiques

| €/kgc                              | 2000         | 2001         | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | Moyenne des poids par race |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Aubrac                             | 275,8        |              |              |              |              |              |              | <b>275,8</b>               |
| Charolaise                         | 417,8        | 401,7        | 411,5        | 398,5        | 409,0        | 418,2        | 382,8        | <b>404,1</b>               |
| Gasconne                           |              |              |              |              |              | 380,0        | 417,0        | <b>407,8</b>               |
| Limousine                          | 400,0        | 391,8        | 435,3        | 420,2        | 430,7        | 450,0        | 423,7        | <b>424,6</b>               |
| Maine d'Anjou                      | 497,6        | 453,9        | 502,6        | 484,0        | 510,6        | 577,0        | 482,0        | <b>495,6</b>               |
| Salers                             | 446,2        |              |              |              |              |              |              | <b>446,2</b>               |
| Prim'Holstein                      |              | 333,0        | 342,3        |              |              |              |              | <b>341,5</b>               |
| <b>Moyenne des poids par année</b> | <b>426,0</b> | <b>399,0</b> | <b>415,2</b> | <b>413,7</b> | <b>422,1</b> | <b>438,9</b> | <b>405,4</b> |                            |

> Tableau 17 : Effectifs par race des bœufs

| Effectifs (têtes) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Aubrac            | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    |
| Charolaise        | 12   | 47   | 47   | 77   | 79   | 46   | 48   |
| Gasconne          | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 3    |
| Limousine         | 21   | 45   | 50   | 62   | 69   | 54   | 53   |
| Maine d'Anjou     | 8    | 6    | 8    | 11   | 5    | 3    | 1    |
| Salers            | 11   | -    | -    | -    | -    | -    | -    |
| Prim'Holstein     | -    | 2    | 21   | -    | -    | -    | -    |

## Génisses à viande

Les génisses à viande constituent avec les vaches de réforme le

principal débouché en produits finis des cheptels allaitants ayant opté pour le circuit biologique.

> **Tableau 18 : Effectifs vendus et prix des génisses à viande**

| Génisses à viande                              | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse            | 43          | 2           | 68          | 75          | 83          | 76          | 68          |
| Poids moyen (kgc/tête)                         | 339         | 332         | 332         | 346         | 339         | 337         | 331         |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)            | 4,36        | 4,60        | 4,00        | 4,59        | 4,57        | 4,97        | 4,83        |
| Prix conventionnel** (€/kg de carcasse)        | 3,37        | 3,63        | 3,63        | 3,42        | 3,64        | 3,8         | 3,97        |
| <b>Différence (biologique - conventionnel)</b> | <b>0,64</b> | <b>0,97</b> | <b>0,69</b> | <b>1,17</b> | <b>0,93</b> | <b>1,17</b> | <b>0,86</b> |

Les ventes en génisses à viande fluctuent selon les années autour des 70 têtes depuis 2002 (tableau 18). Le prix de vente est, quelle que soit l'année, supérieur

ou égal à 4 €/kg de carcasse avec un maximum en 2005 à 4,97 €/kgc. La valorisation en circuit biologique apporte une plus-value non négligeable à l'éleveur de l'ordre de 90 centimes d'euros par kg de carcasse en moyenne sur les sept années étudiées.

> **Tableau 19 : Prix par race et par année des génisses à viande**

| €/kgc                             | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | Moyenne des prix par race |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------|
| Aubrac                            | 6,11        | 6,07        | 6,29        |             | 8,25        | 9,82        |             | <b>7,28</b>               |
| Blonde d'Aquitaine                | 4,27        |             |             | 9,08        | 4,65        | 6,00        | 4,39        | <b>5,14</b>               |
| Charolaise                        | 4,08        | 5,01        | 3,63        | 4,19        | 4,10        | 4,23        | 3,90        | <b>4,12</b>               |
| Limousine                         | 4,42        | 4,28        | 3,95        | 5,05        | 4,83        |             | 5,42        | <b>4,70</b>               |
| Maine d'Anjou                     | 3,62        | 5,16        | 4,44        | 3,48        |             |             | 4,12        | <b>4,00</b>               |
| <b>Moyenne des prix par année</b> | <b>4,35</b> | <b>4,61</b> | <b>4,01</b> | <b>4,60</b> | <b>4,62</b> | <b>4,85</b> | <b>4,83</b> |                           |

Mise à part les races Aubrac, Blonde d'Aquitaine et Maine Anjou pour lesquelles les effectifs étudiés sont trop faibles pour être interprétés (tableau 21, il s'agit

souvent de marchés locaux ou de ventes directes ou en circuits courts), c'est la race Limousine qui est la mieux valorisée à 4,70 €/kgc en moyenne contre 4,12 €/kgv pour la Charolaise (tableau 19).

> **Tableau 20 : Poids par race et par année des génisses à viande**

| kgc/tête                           | 2000         | 2001         | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | Moyenne des poids par race |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Aubrac                             | 194,2        | 226,2        | 212,5        |              | 201,5        | 149,7        |              | <b>196,6</b>               |
| Blonde d'Aquitaine                 | 349,0        |              |              | 402,0        | 416,0        | 350,0        | 422,0        | <b>402,5</b>               |
| Charolaise                         | 356,8        | 339,6        | 333,4        | 340,5        | 327,7        | 314,4        | 318,1        | <b>330,1</b>               |
| Limousine                          | 339,8        | 323,9        | 337,7        | 344,0        | 340,8        |              | 333,1        | <b>336,8</b>               |
| Maine d'Anjou                      | 335,0        | 507,0        | 459,3        | 393,0        |              |              | 398,0        | <b>411,4</b>               |
| <b>Moyenne des poids par année</b> | <b>338,7</b> | <b>332,2</b> | <b>332,2</b> | <b>346,4</b> | <b>339,3</b> | <b>299,1</b> | <b>331,4</b> |                            |

Les génisses de viande biologiques sont vendues à un poids de carcasse plus faible que les génisses conventionnelles. Pour la race Limousine, l'écart est de moins de 20 kgc entre nos données et les résultats des Réseaux d'Élevage pour l'année 2006. En revanche,

pour la race Charolaise, la différence approche les 80 kgc : 397 kgc en conventionnel (Réseaux d'Élevage, 2008) contre 318 kgc en biologique (notre échantillon tableau 20). Ces différences sont dues aux stratégies de vente des éleveurs biologiques qui commercialisent en priorité les moins bonnes génisses (non gardées pour le renouvellement) et des finitions trop courtes sur des régimes mal adaptés.

&gt; Tableau 21 : Effectifs par race des génisses à viande

| Effectifs (têtes)  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Aubrac             | 1    | 2    | 5    | -    | 1    | 3    |      |
| Blonde d'Aquitaine | 1    | -    | -    | 1    | 5    | 1    | 2    |
| Charolaise         | 6    | 16   | 27   | 35   | 27   | 26   | 24   |
| Limousine          | 32   | 31   | 33   | 34   | 47   | -    | 41   |
| Maine d'Anjou      | 3    | 2    | 3    | 5    | -    | -    | 1    |

## Vaches de réforme

&gt; Tableau 22 : Effectifs vendus et prix des vaches de réforme

| Vaches de réforme                              | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre de têtes vendues en carcasse            | 200         | 188         | 233         | 214         | 192         | 172         | 175         |
| Poids moyen (kgc/tête)                         | 366         | 370         | 369         | 383         | 375         | 387         | 391         |
| Prix biologique* (€/kg de carcasse)            | 3,95        | 3,88        | 3,57        | 3,44        | 3,60        | 3,93        | 3,94        |
| Prix conventionnelle** (€/kg de carcasse)      | 3,39        | 3,23        | 2,96        | 3,14        | 3,36        | 3,54        | 3,71        |
| <b>Différence (biologique - conventionnel)</b> | <b>0,56</b> | <b>0,65</b> | <b>0,61</b> | <b>0,30</b> | <b>0,24</b> | <b>0,39</b> | <b>0,23</b> |

On constate une diminution de 13 % des ventes des vaches de réforme en sept ans (tableaux 22 et 25). Le nombre de têtes vendues est passé de 200 en 2000

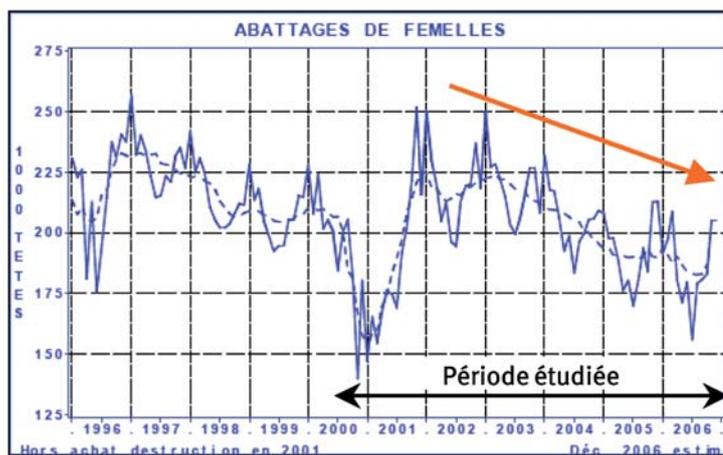
à 175 en 2006. Cette décroissance s'est accélérée en 2002 avec une chute de 25 % des effectifs vendus par rapport à 2000. Ce constat est le même pour la filière conventionnelle selon les données de l'Office de l'Élevage (cf. informations complémentaires et figure 22).

### Complément d'informations

« Le repli des abattages qui a commencé au cours du quatrième trimestre 2003 s'est poursuivi pendant trois ans. Au cours du premier trimestre de l'année 2006, l'offre a diminué suite à l'anticipation, au cours du quatrième trimestre 2005, des sorties décidées par certains éleveurs pour percevoir une dernière fois la PAB (prime à l'abattage), laquelle a été intégrée dans les DPU (Droits à Paiement Unique) à compter du 1er janvier 2006. Cela a entraîné un déficit significatif des disponibilités aggravé par la baisse structurelle des effectifs. »

**Le marché des gros bovins en France, Office de l'Élevage, 2007, p 152**

&gt; Figure 22 : Évolution des abattages des femelles, toutes races confondues



Source : Office de l'Élevage d'après SCEES

La valorisation en circuit biologique apporte une légère augmentation

par rapport au prix conventionnel. L'écart entre les deux prix est de l'ordre de 0,30 € depuis 2003 (tableaux 22 et 23).

&gt; Tableau 23 : Prix par race et par année des vaches en réforme

| €/kgc                             | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        | 2004        | 2005        | 2006        | Moyenne des prix par race |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------|
| Aubrac                            | 5,42        | 6,07        | 6,08        |             | 6,05        | 7,65        | 5,01        | <b>5,90</b>               |
| Blonde d'Aquitaine                | 5,50        | 4,91        | 4,92        | 4,42        | 4,62        | 4,80        | 5,24        | <b>4,91</b>               |
| Charolaise                        | 3,28        | 3,60        | 3,20        | 3,16        | 3,35        | 3,64        | 3,55        | <b>3,40</b>               |
| Gasconne                          | 5,80        | 6,22        | 6,40        | 6,36        | 6,29        | 6,80        | 6,28        | <b>6,27</b>               |
| Limousine                         | 3,98        | 3,95        | 3,47        | 3,40        | 3,74        | 3,91        | 4,10        | <b>3,78</b>               |
| Maine d'Anjou                     | 3,92        | 3,77        | 3,91        | 3,45        | 3,55        | 3,56        | 3,63        | <b>3,69</b>               |
| Salers                            | 3,54        | 3,34        | 3,15        | 2,77        | 2,81        | 3,31        | 3,09        | <b>3,23</b>               |
| <b>Moyenne des prix par année</b> | <b>3,95</b> | <b>3,89</b> | <b>3,57</b> | <b>3,44</b> | <b>3,61</b> | <b>3,96</b> | <b>3,95</b> |                           |

Si on exclut les races peu représentées dans notre échantillon (faibles effectifs, Aubrac, Gasconne et Salers), c'est la Blonde d'Aquitaine qui est la mieux valorisée avec un prix moyen sur la

période étudiée de 4,91 €/kgc, à 1,13 €/kgc au-dessus de la Limousine (tableau 24). Les écarts de prix sont ensuite plus restreints entre les autres races. Cette hiérarchie est également constatée dans les Réseaux d'Élevage (2006) avec néanmoins des différences de prix plus faibles.

> **Tableau 24 : Poids de vente des vaches de réforme par race et par année**

| kgc/tête                           | 2000         | 2001         | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | Moyenne des poids par race |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Aubrac                             | 260,6        | 267,9        | 311,5        |              | 352,6        | 287,4        | 329,0        | 297,6                      |
| Blonde d'Aquitaine                 | 408,1        | 433,7        | 390,8        | 440,5        | 418,0        | 415,1        | 433,9        | 419,6                      |
| Charolaise                         | 367,4        | 372,9        | 373,4        | 382,3        | 372,5        | 393,9        | 400,5        | 380,3                      |
| Gasconne                           | 301,0        | 311,7        | 311,0        | 330,6        | 316,0        | 309,0        | 314,7        | 315,3                      |
| Limousine                          | 359,4        | 361,4        | 358,0        | 370,0        | 366,6        | 380,6        | 379,2        | 367,1                      |
| Maine d'Anjou                      | 403,0        | 386,7        | 405,2        | 399,8        | 420,4        | 411,0        | 465,0        | 405,5                      |
| Salers                             | 345,7        | 318,8        | 355,1        | 358,5        | 306,1        | 360,9        | 382,0        | 347,9                      |
| <b>Moyenne des poids par année</b> | <b>365,9</b> | <b>369,9</b> | <b>369,1</b> | <b>383,3</b> | <b>374,7</b> | <b>386,7</b> | <b>390,9</b> |                            |

> **Tableau 25 : Effectifs par race des vaches en réforme**

| Effectifs (têtes)  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Aubrac             | 6    | 3    | 4    | -    | 1    | 5    | 8    |
| Blonde d'Aquitaine | 14   | 10   | 10   | 14   | 6    | 14   | 6    |
| Charolaise         | 44   | 68   | 87   | 67   | 89   | 70   | 75   |
| Gasconne           | 3    | 3    | 4    | 5    | 4    | 1    | 4    |
| Limousine          | 84   | 67   | 93   | 73   | 66   | 65   | 69   |
| Maine d'Anjou      | 30   | 31   | 28   | 45   | 22   | 10   | 9    |
| Salers             | 19   | 6    | 7    | 10   | 4    | 7    | 4    |

## Quantité de viande produite

> **Tableau 26 : Production de viande**

| En kg de viande vive                  | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|---------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Production brute de viande vive (kgv) | 21 324 | 21 624 | 22 915 | 21 178 | 20 103 | 21 905 | 21 750 |
| Quantité vendue (kgv)                 | 19 641 | 17 772 | 23 336 | 23 324 | 22 440 | 21 062 | 20 427 |
| Production de viande (kgv/UGB)        | 250    | 237    | 251    | 238    | 228    | 252    | 241    |
| % de la production autonome/PBVV      | 91     | 91     | 90     | 89     | 88     | 91     | 90     |

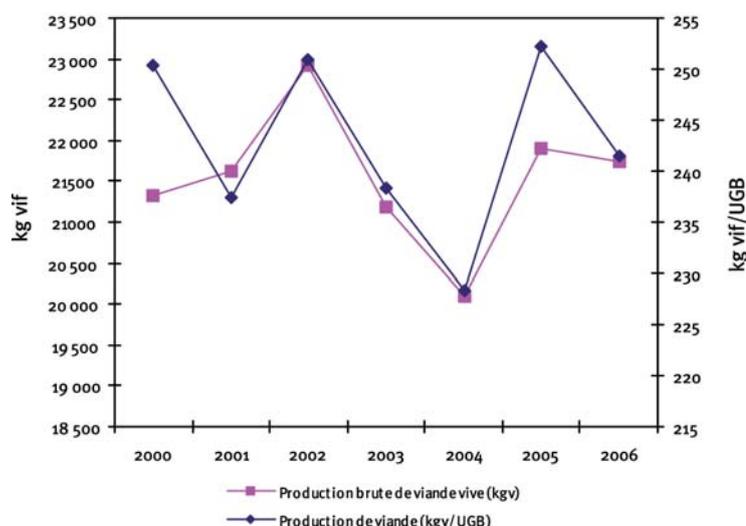
La quantité de viande vive produite en moyenne par le groupe augmente de 2000 à 2002 où elle atteint son maximum avec 22 915 kgv (tableau 26). L'évolution de la production de viande exprimée en kg vif par UGB suit les mêmes variations que la production brute de viande vive (cf. figure 23). L'année 2000 reflète une conjoncture difficile pour la viande biologique. Ainsi les éleveurs ont réalisé peu de ventes, ce qui se traduit par une diminution du PBVV. Faute de débouchés, ils ont

gardé leurs animaux plus longtemps d'où une augmentation du PBVV/UGB. Les variations observées illustrent par ailleurs l'instabilité du marché (à mettre en parallèle avec les éléments de conjoncture détaillés précédemment), mais aussi l'instabilité de la production. En effet, en 2003 et 2004, la chute de la production de viande vive (conséquence directe de la sécheresse 2003) montre que les éleveurs ont choisi de commercialiser des animaux plus légers limitant ainsi la complémentation de la ration.

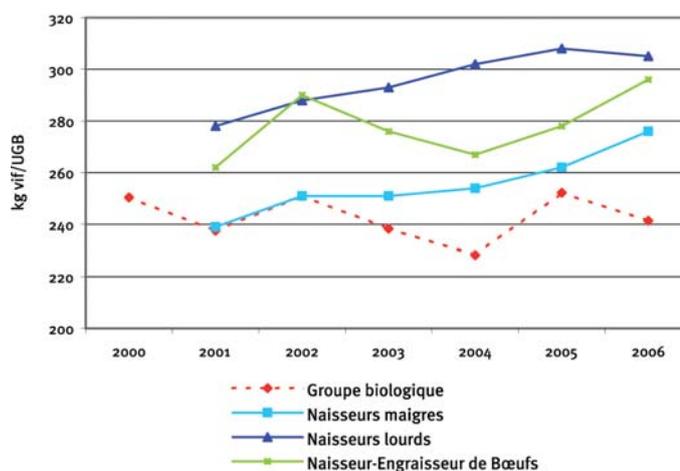
Si l'on compare ces résultats aux performances des éleveurs conventionnels suivis par les Réseaux d'Élevage (figure 24), on remarque que notre groupe (courbe en pointillés rouges) affiche un niveau bien plus bas que les conventionnels (courbes bleues et vertes), et c'est du système naisseurs de maigres légers (courbe bleu clair) qu'il

se rapproche le plus. Cette différence s'explique par les pratiques des éleveurs biologiques qui favorisent les cycles plus longs (âges à l'abattage plus élevés, croissance plus lente), des poids de carcasse plus légers (moins de finition). Ils privilégient les conduites extensives avec une moindre complémentation des veaux aux prés. La part de production autonome par rapport à la production brute de viande vive est de l'ordre de 90 %. C'est l'année 2004 qui marque le point le plus bas des sept années étudiées (88 %), conséquence directe de la sécheresse 2003 ayant pénalisé les récoltes et donc les stocks fourragers hivernaux. Cela illustre également l'importance du fourrage dans l'équilibre alimentaire des systèmes biologiques. Globalement, cette autonomie alimentaire est forte et montre la faible dépendance de ces systèmes aux achats extérieurs. La préoccupation de l'autonomie alimentaire est importante dans ce mode de production où le fourrage et le concentré coûtent chers. Néanmoins, il faut relier l'autonomie alimentaire aux performances du troupeau, et s'assurer qu'il n'y a pas de déficits alimentaires qui pourraient entraîner une diminution du niveau de production et donc une dégradation du résultat économique de l'exploitation.

> Figure 23 : Évolution de la production de viande



> Figure 24 : Comparaison entre les systèmes conventionnels suivis par les Réseaux d'Élevage et le groupe biologique étudié



## Gestion du système fourrager et des concentrés

### Des exploitations très herbagères

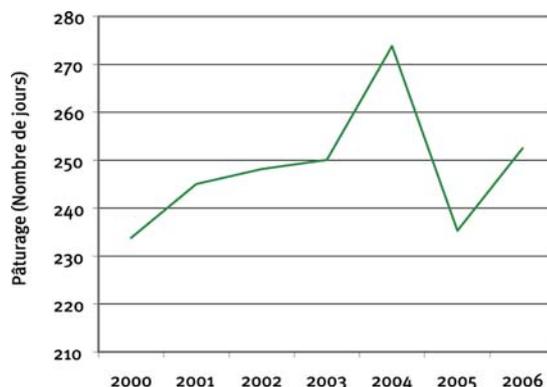
La surface moyenne des exploitations du groupe a progressivement augmenté de 2 ha en moyenne par an (tableau 27). Cet agrandissement ne s'est pas fait au détriment des surfaces fourragères puisqu'elles occupent 90 % de la SAU, ce chiffre étant stable sur toute la période étudiée. La part des cultures de vente est faible et ne représente que 10 % de la SAU environ. Plus des deux tiers des surfaces fourragères sont consacrés aux prairies permanentes (69 % en 2006 soit 65,4 ha de surfaces toujours en herbe). Cette proportion est relativement constante sur la période étudiée. Ces éléments montrent d'une part, la place prépondérante accordée à l'herbe et d'autre part, la stabilité de ces systèmes biologiques.

Dans une stratégie herbagère et extensive comme c'est le cas ici, la maîtrise des surfaces fourragères est essentielle. Cette réussite repose sur la gestion des récoltes et sur la conduite du pâturage qui doit être optimisée. Ainsi, la durée du pâturage augmente de 2000 à 2004 puis diminue en 2005 pour remonter en 2006. Très bonne année fourragère, c'est en 2004, que la période de pâturage fut la plus longue avec 274 jours de pâture en moyenne pour le groupe, deux exploitants ayant même

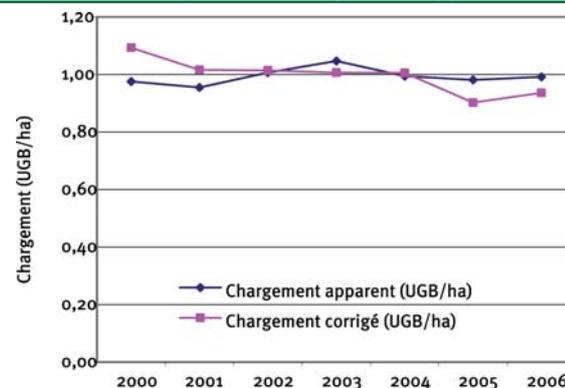
fait pâturer les animaux en continu toute l'année (figure 25). Allonger au maximum le pâturage permet de diminuer le temps de présence des animaux en bâtiments et donc de limiter la consommation des stocks hivernaux. Cette stratégie se justifie puisque la sécheresse de 2003 a entraîné une mauvaise récolte fourragère et de nombreuses exploitations ont eu recours aux achats de fourrages (50 % des exploitations de notre échantillon).

Le chargement apparent du groupe reste stable sur les sept ans (figure 26). En revanche, le chargement corrigé diminue légèrement et passe de 1,09 à 0,94 UGB/ha SFP entre 2000 et 2006. Les chargements observés sont globalement faibles. En 2006, aucun exploitant n'a un chargement corrigé de plus de 1,5 UGB/ha SFP. Outre une meilleure maîtrise du système herbagère due à l'expérience acquise des éleveurs, cette diminution du chargement observé tient surtout de l'agrandissement plus rapide des surfaces (+11 ha) que du cheptel (+6 UGB) entre 2000 et 2006. L'importance de la surface herbagère et l'absence de fertilisation minérale azotée expliquent ces niveaux de chargement.

> Figure 25 : Durée de pâturage moyenne des vaches allaitantes



> Figure 26 : Évolution conjointe des chargements apparents et corrigé



> Tableau 27 : Organisation des surfaces

|                              | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| SAU (ha)                     | 95   | 98   | 100  | 102  | 101  | 105  | 106  |
| SFP (ha)                     | 83   | 88   | 89   | 89   | 91   | 94   | 95   |
| Grandes cultures (ha)        | 11   | 10   | 11   | 12   | 10   | 12   | 10   |
| % SH/SFP                     | 99   | 99   | 99   | 99   | 98   | 99   | 99   |
| % STH/SH                     | 66   | 63   | 66   | 73   | 71   | 70   | 69   |
| Durée de pâturage VA (j)     | 234  | 245  | 248  | 250  | 274  | 235  | 252  |
| Chargement apparent (UGB/ha) | 0,98 | 0,96 | 1,01 | 1,05 | 0,99 | 0,98 | 0,99 |
| Chargement corrigé (UGB/ha)  | 1,09 | 1,02 | 1,01 | 1,01 | 1,01 | 0,91 | 0,94 |

&gt; Tableau 28 : Fertilisation minérale et organique

|                    | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| N minéral/ha SAU   | 0    | 0    | 0    | 2    | 2    | 2    | 1    |
| P minéral/ha SAU   | 3    | 3    | 2    | 4    | 1    | 2    | 2    |
| K minéral/ha SAU   | 1    | 1    | 5    | 1    | 1    | 1    | 0    |
| N organique/ha SAU | 14   | 20   | 26   | 3    | 6    | 31   | 19   |
| P organique/ha SAU | 7    | 10   | 13   | 2    | 3    | 10   | 7    |
| K organique/ha SAU | 19   | 25   | 33   | 5    | 8    | 45   | 26   |

Les pratiques de fertilisation des exploitations biologiques étudiées consistent surtout à valoriser au mieux les engrais organiques issus

de l'élevage. Les niveaux sont cependant faibles (tableau 28). La fertilisation minérale, autorisée dans le cadre cahier des charges est rare, pratiquée par peu d'éleveurs. Les niveaux d'apports sont très bas et ne concernent que le phosphore et la potasse.

### Un système fourrager basé sur l'herbe

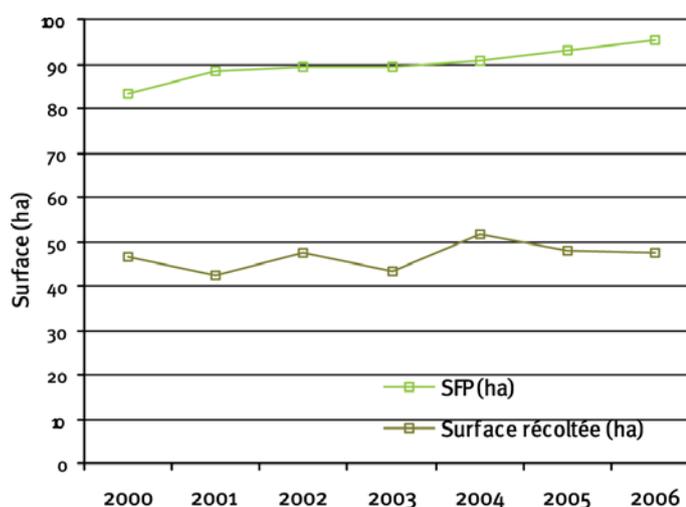
&gt; Tableau 29 : Bilan Fourrager

| Tous fourrages confondus | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Surface récoltée (ha)    | 46   | 42   | 47   | 43   | 52   | 48   | 48   |
| % SFP                    | 56   | 48   | 53   | 49   | 57   | 51   | 50   |
| Quantité récoltée (tMS)  | 173  | 145  | 155  | 125  | 181  | 161  | 155  |
| Ares récoltés/UGB        | 61   | 50   | 56   | 50   | 62   | 57   | 55   |
| tMS récoltées/UGB        | 2,12 | 1,6  | 1,8  | 1,3  | 2,0  | 2    | 1,8  |
| % d'expl. achetant       | 35   | 37   | 45   | 48   | 30   | 48   | 40   |
| Quantité achetée         | 22   | 22   | 18   | 28   | 46   | 39   | 32   |
| % d'expl. vendant        | 5    | 0    | 10   | 14   | 5    | 0    | 20   |
| Quantité vendue (tMS)    | 71   | 0    | 51   | 28   | 4    | 0    | 14   |
| tMS disponibles          | 177  | 153  | 158  | 135  | 194  | 180  | 165  |
| tMS disponibles/UGB      | 2,0  | 1,7  | 1,6  | 1,4  | 2,1  | 2,0  | 1,8  |

La surface des exploitations étudiées s'est agrandie de 11 ha en moyenne en sept ans, provoquant du même coup l'accroissement des surfaces fourragères puisque le ratio SFP/SAU reste stable sur toute la période. Globalement, la moitié de la surface fourragère est récoltée en fourrages mais cette part peut légèrement varier selon les années fourragères (figure 27). Ainsi, elle augmente à près de 60 % en 2004 alors qu'elle est de 49 % l'année précédente. Reflet des conditions climatiques, la production fourragère de 2003 marque le point le plus bas avec 125 tMS récoltées seulement (tableau 29). La très bonne année 2004 affiche en revanche, le point le plus haut avec 181 tMS récoltées. Les exploitants ont ainsi valorisé au mieux les excédents

d'herbe disponibles et peut-être cherché à sécuriser les stocks au cas où un nouvel épisode de sécheresse se reproduirait.

&gt; Figure 27 : Évolution de la SFP et de la surface récoltée entre 2000 et 2006

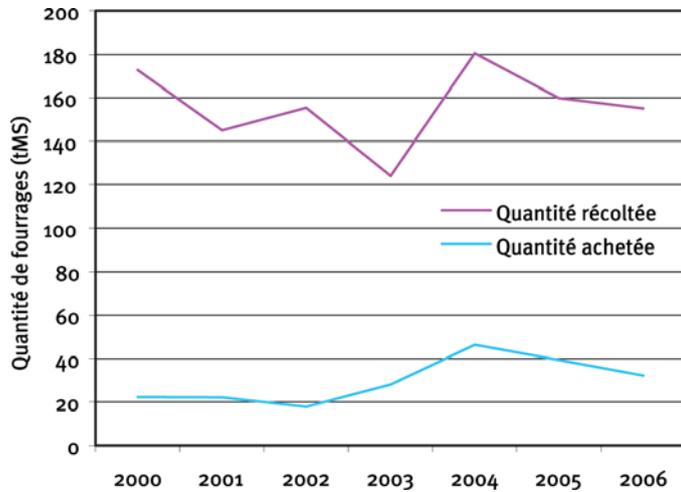


La recherche de l'autonomie alimentaire est importante dans les systèmes biologiques du fait des coûts élevés des achats extérieurs (fourrages et concentrés). Si le pourcentage d'exploitations achetant des fourrages est plus fort en 2003, la quantité totale de fourrages achetée est plus élevée en 2004 (figure 28). Les achats de l'hiver 2003 ont probablement été réalisés au début de l'année 2004 pour permettre de terminer l'hiver 2003/2004, et/ou dans le courant de l'année, pour reconstituer les stocks épuisés et anticiper pour les années suivantes.

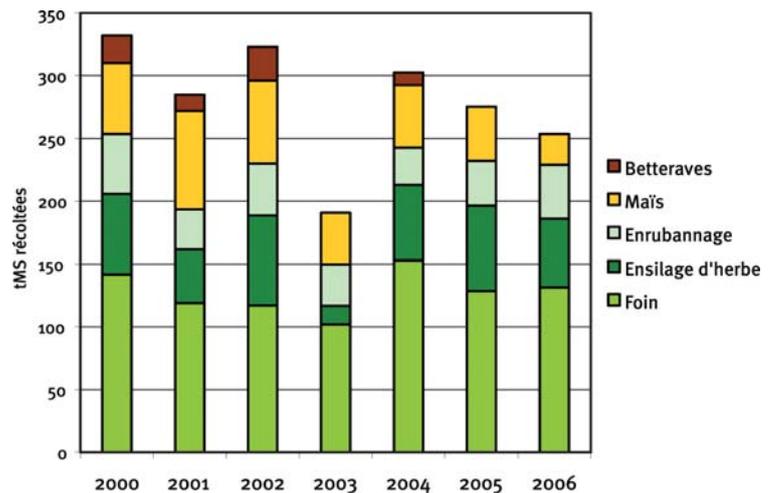
En ce qui concerne la quantité de fourrages disponible par UGB, elle évolue également selon les années. On note toutefois une légère augmentation de ce critère après 2003, avec une quantité disponible par UGB de 1,8 en 2006. Bien que limitée, l'augmentation permet de sécuriser les stocks un peu plus et de parer à d'éventuelles années difficiles.

Les exploitants biologiques valorisent leurs surfaces fourragères avec des types de fourrages et des modes de récoltes variés. La place de l'herbe, bien que déjà importante dans les surfaces fourragères, augmente progressivement de 2000 en 2006, au détriment des autres cultures fourragères. Ainsi, la betterave fourragère n'est plus cultivée depuis 2004 et la part de maïs ne cesse de diminuer depuis 2000 passant de 7 % à 3 % de la SFP en sept ans (figure 29). C'est le foin qui est le plus récolté avec une tendance à l'augmentation. Il en est de même pour l'enrubannage et l'ensilage d'herbe mais les variations annuelles sont plus fortes que pour le foin.

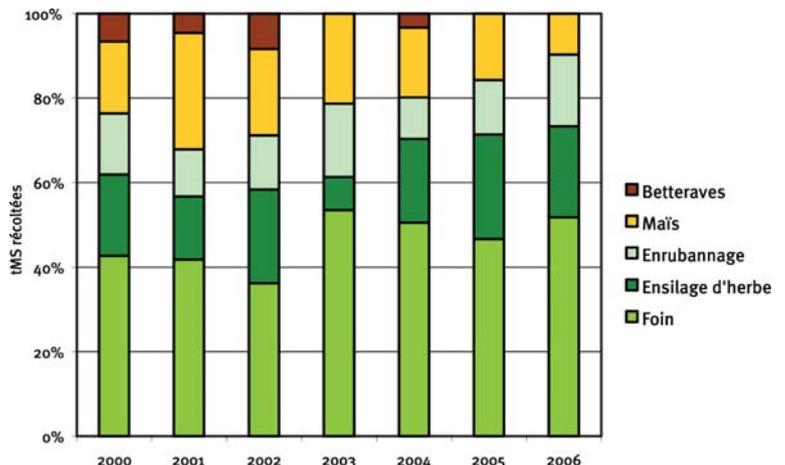
> Figure 28 : Évolution parallèle des quantités de fourrages récoltées et achetées entre 2000 et 2006



> Figure 29 : Quantités de fourrages récoltés pour les exploitations concernées



> Figure 30 : Proportions des différents types de fourrages récoltés pour les exploitations concernées



> **Tableau 30 : Surface et récolte en foin pour les exploitations concernées par cette pratique**

| Foin  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| % d'expl. cultivant                                     | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |
| Surface (ha)  | 40   | 36   | 38   | 37   | 45   | 38,9 | 42   |
| % SFP   | 48   | 40   | 42   | 41   | 50   | 42   | 44   |
| Quantité récoltée (tMS)                                 | 142  | 119  | 117  | 102  | 153  | 128  | 131  |
| % Qté récoltée/Qté totale récoltée                      | 82   | 82   | 75   | 82   | 85   | 80   | 85   |
| Rendit foin 1 <sup>ère</sup> coupe non déprimé (tMS/ha) | 3,4  | 3,7  | 3,4  | 2,9  | 3,8  | 3,3  | 3,6  |
| tMS récoltée/UGB  | 1,8  | 1,3  | 1,4  | 1,1  | 1,8  | 1,4  | 1,6  |
| % d'expl. achetant                                      | 35   | 37   | 40   | 50   | 25   | 50   | 40   |
| Quantité achetée  | 22   | 20   | 19   | 27   | 44   | 39   | 32   |
| % d'expl. vendant                                       | 5    | 0    | 10   | 15   | 5    | 0    | 20   |
| Quantité vendue (tMS)                                   | 69   | 0    | 51   | 28   | 4    | 0    | 14   |
| tMS disponibles   | 146  | 126  | 119  | 111  | 164  | 148  | 141  |
| % tMS dispo/tMS dispo totale                            | 82   | 82   | 75   | 83   | 84   | 82   | 85   |
| tMS disponibles/UGB                                     | 1,68 | 1,39 | 1,24 | 1,20 | 1,79 | 1,64 | 1,51 |

Principal mode de conservation des fourrages, le foin est récolté par tous les exploitants du groupe. Pilier des systèmes fourragers, il représente près de la moitié des surfaces récoltées en fourrages et représente en 2006 85 % des quantités totales récoltées (figure 30). En régression jusqu'en

2003 (102 tMS), les quantités récoltées en foin repartent à la hausse atteignant 131 tMS en 2006. Les rendements en foin (1<sup>ère</sup> coupe non déprimée) sont globalement stables autour de 3,4 tMS/ha (tableau 30).

À l'exception de 2000, 2004 et 2006, où l'on constate quelques échanges minimes d'enrubannage et d'ensilage, c'est le foin qui constitue l'unique mode d'échange du fourrage utilisé par le groupe.

 > **Tableau 31 : Surface et récolte en ensilage d'herbe pour les exploitations concernées par cette pratique**

| Ensilage d'herbe                   | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| % d'expl. cultivant                | 10   | 11   | 10   | 10   | 5    | 5    | 10   |
| Surface (ha)                       | 8,3  | 9    | 13   | 7    | 13   | 15,8 | 13   |
| % SFP                              | 10   | 10   | 14   | 8    | 15   | 17   | 14   |
| Quantité récoltée (tMS)            | 64   | 43   | 72   | 15   | 60   | 68   | 55   |
| % Qté récoltée/Qté totale récoltée | 37   | 29   | 46   | 12   | 33   | 43   | 35   |
| Rendement (tMS/ha)                 | 8,2  | 5,6  | 6,7  | 1,7  | 4,5  | 4,3  | 5,8  |
| tMS récoltée/UGB                   | 0,7  | 0,5  | 0,8  | 0,2  | 0,7  | 0,5  | 0,6  |
| % d'expl. achetant                 | 0    | 0    | 0    | 0    | 5    | 0    | 0    |
| Quantité achetée                   | 0    | 0    | 0    | 0    | 33   | 0    | 0    |
| % d'expl. vendant                  | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Quantité vendue (tMS)              | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| tMS disponibles                    | 64   | 43   | 72   | 15   | 93   | 68   | 55   |
| % tMS dispo/tMS dispo totale       | 36   | 28   | 45   | 11   | 48   | 38   | 33   |
| tMS disponibles/UGB                | 0,74 | 0,47 | 0,74 | 0,16 | 1,02 | 0,75 | 0,58 |

Peu d'exploitations ont recours à l'ensilage d'herbe dans notre groupe (tableau 31). En 2006, 10 % des exploitations seulement étaient concernées. La surface récoltée est faible, de 13 ha en 2006, elle est en moyenne de 11 ha sur toute la période étudiée, ce qui représente

un huitième de la SFP en moyenne. Il reste néanmoins un mode de récolte intéressant de l'herbe qui permet des repousses précoces et un produit de bonne qualité si les conditions de récoltes sont satisfaisantes.

**> Tableau 32 : Surface et récoltes de l'enrubannage pour les exploitations concernées par cette pratique**

| Enrubannage                                 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| % d'expl. cultivant                         | 30   | 32   | 45   | 35   | 50   | 55   | 30   |
| Surface (ha)                                | 12,7 | 11   | 15   | 10   | 10   | 12,5 | 12   |
| % SFP                                       | 15   | 13   | 17   | 11   | 11   | 13   | 13   |
| Quantité récoltée (tMS)                     | 48   | 32   | 41   | 33   | 30   | 35   | 43   |
| % Qté récoltée/Qté totale récoltée          | 28   | 22   | 27   | 27   | 16   | 22   | 28   |
| Rendit foin 1ère coupe non déprimé (tMS/ha) | 3,9  | 2,9  | 2,8  | 3,7  | 3,0  | 3,0  | 4,2  |
| tMS récoltée/UGB                            | 0,5  | 0,3  | 0,4  | 0,3  | 0,3  | 0,4  | 0,4  |
| % d'expl. achetant                          | 0    | 0    | 0    | 0    | 5    | 0    | 5    |
| Quantité achetée                            | 0    | 0    | 0    | 0    | 8    | 0    | 5    |
| % d'expl. vendant                           | 5    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Quantité vendue (tMS)                       | 2    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| tMS disponibles                             | 48   | 32   | 41   | 33   | 30   | 35   | 44   |
| % tMS dispo/tMS dispo totale                | 27   | 21   | 26   | 25   | 16   | 20   | 27   |
| tMS disponibles/UGB                         | 0,55 | 0,35 | 0,43 | 0,35 | 0,33 | 0,39 | 0,47 |

La proportion d'exploitants réalisant de l'enrubannage est variable selon les années mais reste élevée avec au minimum 30 % en 2000 et 2006 contre 55 % au maximum en 2005 (tableau 32). Cependant, il est intéressant de constater que même si la part d'exploitants utilisant cette technique varie, les surfaces moyennes récoltées sont stables et représentent 12 ha en moyenne sur les sept années étudiées. Ainsi, les tonnes de matière sèche récoltées par UGB sont également constantes de l'ordre de 0,4. Cette pratique concerne en moyenne 13 % de la SFP.

Pour le cahier des charges de l'agriculture biologique, l'enrubannage est considéré comme un ensilage et

reste sur la période observée, strictement limité à 50 % de la matière sèche composant la ration journalière des animaux. Ce mode de récolte/conservation attire pourtant un nombre relativement important d'éleveurs. En effet, même si cette méthode est assez onéreuse, elle offre de nombreux avantages. Chaque balle ronde est un véritable mini-silo, contenant 140 à 200 kg de MS/m<sup>3</sup>. De plus, le fourrage obtenu est très appétent, bien consommé par les animaux et les pertes sont en principe limitées. La facile mise en œuvre de la récolte (fauche, fanage, pressage et enrubannage) rend cette technique idéale pour la récolte des excédents d'herbe sur de petites surfaces : l'éleveur n'hésite plus à enrubanner 1 ou 2 ha d'herbe. Enfin, l'enrubannage peut être utilisé pour « sauver » une récolte de foin du fait de mauvaises conditions climatiques. En élevage allaitant, l'enrubannage est plus utilisé que l'ensilage d'herbe (part d'exploitants récoltants). La gestion par petites quantités rend l'enrubannage plus attractif car il peut être utilisé pour de petits lots d'animaux et apporté lorsque les animaux sont au pâturage, si l'herbe n'est pas suffisante.

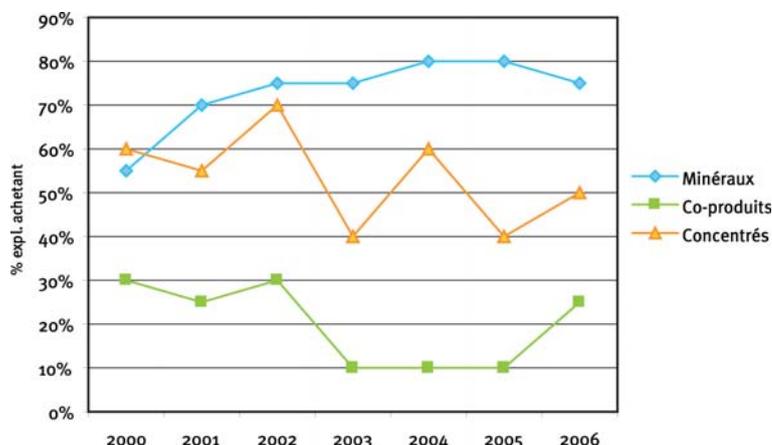
**> Tableau 33 : Surface et récoltes de maïs pour les exploitations concernées par cette pratique**

| Maïs  | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| % d'expl. cultivant                         | 10   | 11   | 15   | 15   | 15   | 15   | 15   |
| Surface (ha)                                | 5,5  | 8    | 6    | 5    | 6    | 4,4  | 3    |
| % SFP                                       | 7    | 9    | 7    | 6    | 7    | 5    | 3    |
| Quantité récoltée (tMS)                     | 57   | 79   | 66   | 41   | 50   | 43   | 25   |
| % Qté récoltée/Qté totale récoltée          | 33   | 54   | 42   | 33   | 28   | 27   | 16   |
| Rendit foin 1ère coupe non déprimé (tMS/ha) | 9,1  | 9,9  | 10,8 | 8,7  | 8,6  | 8,9  | 9,1  |
| tMS récoltée/UGB                            | 0,6  | 0,7  | 0,5  | 0,4  | 0,4  | 0,4  | 0,2  |
| % d'expl. achetant                          | 0    | 0    | 0    | 0    | 10   | 0    | 0    |
| Quantité achetée                            | 0    | 0    | 0    | 0    | 8    | 0    | 0    |
| % d'expl. vendant                           | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Quantité vendue (tMS)                       | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| tMS disponibles                             | 57   | 79   | 66   | 41   | 55   | 43   | 25   |
| % tMS dispo/tMS dispo totale                | 32   | 51   | 42   | 30   | 28   | 24   | 15   |
| tMS disponibles/UGB                         | 0,65 | 0,86 | 0,69 | 0,44 | 0,60 | 0,48 | 0,26 |

La part d'exploitants récoltant du maïs ensilage augmente de 10 % entre 2000 et 2002 puis se stabilise autour de 15 % des exploitations (tableau 33). Cependant, même si la part d'exploitants produisant du maïs ensilage reste stable, les surfaces récoltées diminuent. Cette surface a été divisée par deux entre 2004 et 2006 passant de 6 à 3 ha. La part de la SFP a chuté de la même manière pour arriver en 2006 à 3 % contre 7 % en 2004. Cette faible utilisation peut provenir de son coût de production élevé et d'une orientation des élevages vers le naissage plutôt que l'engraissement. De plus, l'utilisation d'ensilage de maïs provoque des déséquilibres dans les rations qu'il faut corriger par une source azotée, qui est rare et chère en agriculture biologique. L'utilisation du maïs ne va donc pas dans le sens de l'autonomie.

## Le recours aux concentrés

> Figure 31 : Achats en minéraux, concentrés et coproduits



Les minéraux sont achetés par une part croissante d'exploitations même s'ils sont parfois produits sur l'exploitation (figure 31 et tableau 34). Les achats de coproduits et concentrés sont en revanche plus irréguliers selon les années. Un éleveur sur deux achète des concentrés, les autres sont suffisants avec leurs céréales. L'année de la sécheresse est marquée par peu d'achats, les éleveurs ayant probablement privilégié les achats de fourrages suite aux faibles récoltes.

> Tableau 34 : Quantités et prix des concentrés toutes exploitations confondues

| Quantité et prix   | 2000    | 2001  | 2002  | 2003  | 2004    | 2005    | 2006  |
|--|---------|-------|-------|-------|---------|---------|-------|
| Quantités de coproduits concentrés (kg/UGB)                                  | 28,7    | 24,1  | 21,2  | 5,6   | 4,1     | 5,7     | 21,4  |
| Prix unitaire coproduits concentrés (€/t)                                    | 197,2   | 53,5  | 65,7  | 15,3  | 22,2    | 11,5    | 49,7  |
| Quantités de minéraux achetés (kg/UGB)                                       | 4,7     | 8,4   | 6,9   | 6,0   | 8,3     | 6,5     | 9,0   |
| Prix minéraux achetés (€/t)  | 1 317,1 | 422,1 | 635,1 | 539,5 | 1 156,2 | 1 088,6 | 898,6 |
| Quantités de concentrés achetés (kg/UGB)                                     | 62,0    | 45,2  | 53,5  | 36,8  | 48,8    | 60,0    | 46,2  |
| Prix concentrés achetés (€/t)  | 305,6   | 162,2 | 172,8 | 127,6 | 171,0   | 217,2   | 213,5 |
| Quantités de concentrés prélevés (kg/UGB)                                    | 188,1   | 140,3 | 203,7 | 192,3 | 219,8   | 179,9   | 185,4 |
| Prix concentrés prélevé corrigé (€/t)  | 183,0   | 183,0 | 183,0 | 183,0 | 183,0   | 183,0   | 183,0 |
| Quantité totale de concentrés (kg/UGB)                                       | 250,1   | 185,5 | 257,2 | 229,1 | 268,5   | 240,0   | 231,6 |
| Prix moyen corrigé du total des concentrés consommés (€/t)                   | 213,4   | 177,9 | 180,9 | 174,1 | 180,8   | 191,6   | 189,1 |
| Coût du total des concentrés BV (€/1 000 kg de viande vive produite)         | 168     | 80    | 129   | 108   | 148     | 151     | 131   |
| Coût corrigé du total des concentrés BV (€/1 000 kg de viande vive produite) | 192     | 138   | 189   | 157   | 207     | 175     | 177   |
| Coût corrigé du total des concentrés (€/1 000 kg de viande vive produite)    | 218     | 139   | 195   | 175   | 221     | 190     | 188   |

La quantité totale de concentrés consommés par les animaux varie sur la période étudiée mais la tendance globale reste stable (-1 % entre 2000 et 2006, tableau 34 et figure 32), avec cependant une variation inter annuelle importante. La part de concentrés achetée est limitée entre 20 et 25 % de la

quantité totale consommée.

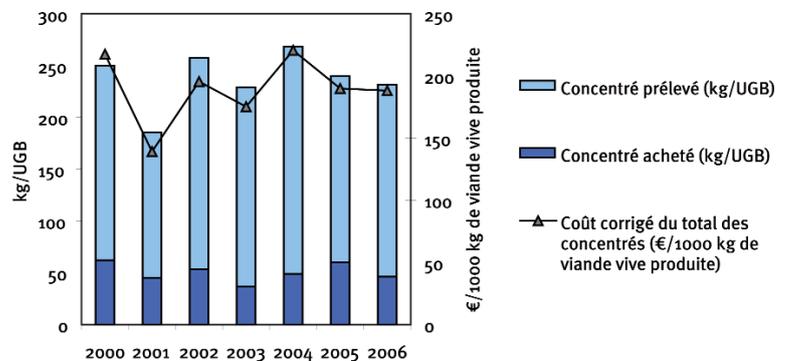
Le coût élevé à l'achat, le peu de surface disponible à la production de céréales et les faibles rendements, conduisent les éleveurs à limiter cette utilisation d'aliments complémentaires. Les aliments concentrés sont donnés en priorité aux animaux en finition (bœufs, vaches de réforme et génisses à viande). L'herbe reste ainsi l'aliment essentiel de la conduite de ces systèmes biologiques.

## Résultats économiques

### Produit brut

Le produit brut moyen des exploitations a augmenté de 27 % entre 2000 et 2006 de manière progressive et continue (tableau 35). Entre 2000 et 2002, il a progressé de 14 463 €. Cette hausse s'explique pour moitié par l'accroissement des aides Bovins Viande (+45 %) et pour le reste par la progression des ventes et notamment des ventes d'animaux (+27 %). La forte augmentation des aides bovins viande s'explique par une revalorisation des aides (PMTVA, PSBM, Complément extensif et PAB) liée à la réforme de l'Agenda 2000. Pour les producteurs de veaux sous la mère dans le cadre d'un label rouge ou relevant de l'agriculture biologique, outre une revalorisation, ils se voient attribuer un complément de 121,96 € (mis en place en 2001). Depuis 2003, la progression du produit brut de 2 % en moyenne est plus faible. La part des ventes

> Figure 32 : Achats, autoconsommation et prix des concentrés toutes exploitations confondues



d'animaux se maintient autour de 45 % du produit brut (figures 33 et 34), les aides bovins viande et les produits végétaux diminuent en revanche fortement mais sont compensés par l'augmentation des produits non affectables en 2006. Les droits à paiement unique (DPU) suite à la réforme de la PAC de 2003, prennent effet en 2006 (cf. complément d'informations et tableau 36). Dans nos données, les DPU entrent dans la composition des produits non affectables. Ces éléments expliquent les variations des postes constituant le produit brut en 2006, avec une part d'aides BV diminuée (ne correspond plus qu'à la partie couplée à la production) et des produits non affectables très augmentés (DPU). L'augmentation de la part d'aides dans le produit brut est également due à la souscription de CTE à partir de 2000, de CAD depuis 2003 et enfin des MAE, toujours en vigueur.

> Tableau 35 : Détails du produit brut

|  | 2000   | 2001   | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | 2006    |
|--|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Produit total d'exploitation                             | 87 564 | 95 789 | 102 027 | 102 800 | 107 242 | 108 273 | 111 339 |
| dont Atelier viande bovine spécialisé (€)                | 65 176 | 70 501 | 74 391  | 72 234  | 73 804  | 78 923  | 71 511  |
| - en % du produit total                                  | 74     | 74     | 73      | 70      | 69      | 73      | 64      |
| ventes d'animaux issus de l'atelier (€)                  | 44 148 | 39 939 | 48 957  | 50 117  | 50 598  | 50 923  | 51 473  |
| - en % du produit total                                  | 50     | 42     | 48      | 49      | 47      | 47      | 46      |
| aides de l'atelier (€)                                   | 19 197 | 23 919 | 27 385  | 26 811  | 27 086  | 26 070  | 16 863  |
| - en % du produit total                                  | 22     | 25     | 27      | 26      | 25      | 24      | 15      |
| dont autres herbivores (€)                               | 2 339  | 2 248  | 2 318   | 1 987   | 2 455   | 1 472   | 1 404   |
| - en % du produit total                                  | 3      | 2      | 2       | 2       | 2       | 1       | 1       |
| dont SFP   | 4 461  | 4 109  | 5 553   | 6 210   | 7 269   | 6 937   | 5 895   |
| - en % du produit total                                  | 5      | 4      | 5       | 6       | 7       | 6       | 5       |
| dont végétaux (GCU + CP + CSP) (€)                       | 9 909  | 10 546 | 12 117  | 11 417  | 12 911  | 10 522  | 6 418   |
| - en % du produit total                                  | 11     | 11     | 12      | 11      | 12      | 10      | 6       |
| dont autres activités (€)                                | 1 546  | 2 497  | 276     | 161     | 330     | 2 487   | 3 318   |
| - en % du produit total                                  | 2      | 3      | 0       | 0       | 0       | 2       | 3       |
| dont Non Affectables (€)                                 | 4 133  | 5 888  | 7 213   | 10 791  | 10 473  | 7 872   | 22 883  |
| - en % du produit total                                  | 5      | 6      | 7       | 10      | 10      | 7       | 21      |
| Total des aides ventilées sur les lignes de produits (€) | 30 274 | 37 123 | 42 990  | 47 120  | 47 350  | 44 991  | 46 488  |
| - en % du produit total                                  | 35     | 39     | 42      | 46      | 44      | 42      | 42      |

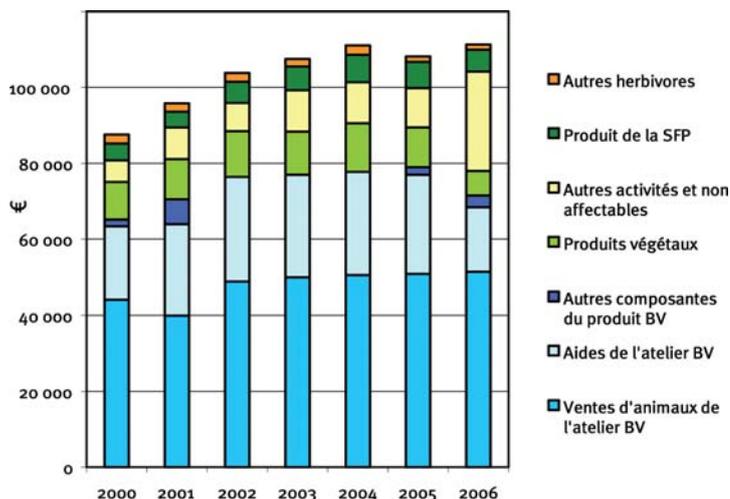
### Les primes animales bovins viande en 2005

- La prime à la vache allaitante (PMTVA) est versée à tout demandeur, possesseur de droits à primes, et qui détient des animaux sur son exploitation. Hors Corse et Hanaut, les quarante premières vaches ou génisses primées donnent droit en 2005 à 250 euros par animal. Le versement passe à 225, 85 euros au-delà de ce seuil. Le nombre de primes est limité dans chaque élevage par un facteur de densité, calculé à partir du nombre de bovins, de moutons et de chèvres de l'exploitant et des surfaces fourragères. Elles comprennent les pâtures et les céréales autoconsommées non primées. Un complément d'extensification est versé en fonction du taux de changement à l'hectare, calculé avec le nombre d'animaux présents sur l'exploitation et les superficies fourragères hors maïs ensilage. Il apporte 80 euros par animal et par an quand le taux de chargement est inférieur à 1,4 UGB par hectare et 40 euros de 1,4 à 1,8 UGB. Le complément de flexibilité est réservé aux éleveurs de veaux sous Label Rouge ou relevant de l'agriculture biologique. Il apporte 120 euros par vache primée au titre de la PMTVA.

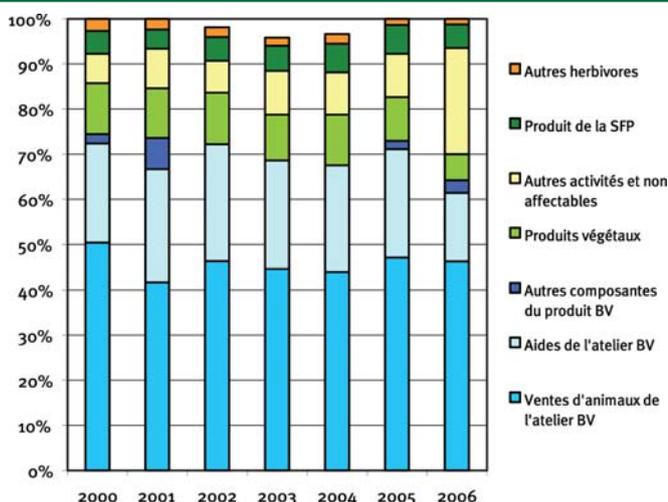
- La prime spéciale aux bovins mâles donne droit en 2005 à un seul versement de 210 euros pour tout animal non castré. Elle rapporte deux fois 150 euros pour les bovins castrés. Le nombre de primes est plafonné à 90 animaux par exploitation. Il est aussi limité par le même facteur de densité que pour les troupeaux allaitants. Le complément d'extensification repose sur les mêmes principes que celui de la PMTVA.
- La prime à l'abattage est attribuée aux gros bovins et aux veaux maintenus sur l'exploitation pendant une période d'au moins deux mois qui se termine moins d'un mois avant l'abattage ou deux mois en cas d'exportation. La prime amène 80 euros par gros bovin et 50 pour les veaux. Réserve aux gros bovins femelles, le complément de flexibilité rapporte de 3,41 euros à 39 euros par animal en 2005.

Source : Bisault I., Les aides animales en 2005, Agreste Primeur n° 202, novembre 2007

> Figure 33 : Répartition par poste du produit d'exploitation



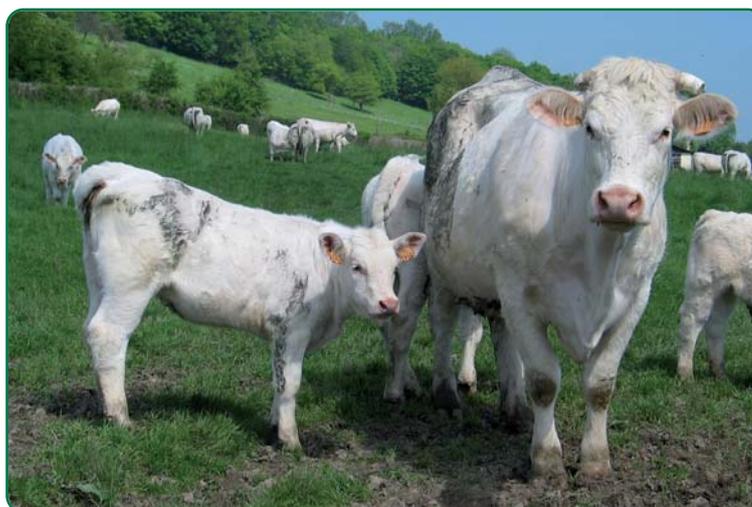
> Figure 34 : Composition par poste du produit brut



> Tableau 36 : Situation des aides animales face au découplage

|                     | Découplé* | Couplé* |
|---------------------|-----------|---------|
| PMTVA               |           | 100 %   |
| PSBM                | 100 %     |         |
| Complément Extensif | 100 %     |         |
| PAB                 | 60 %      | 40 %    |

\* à la production



## Charges opérationnelles

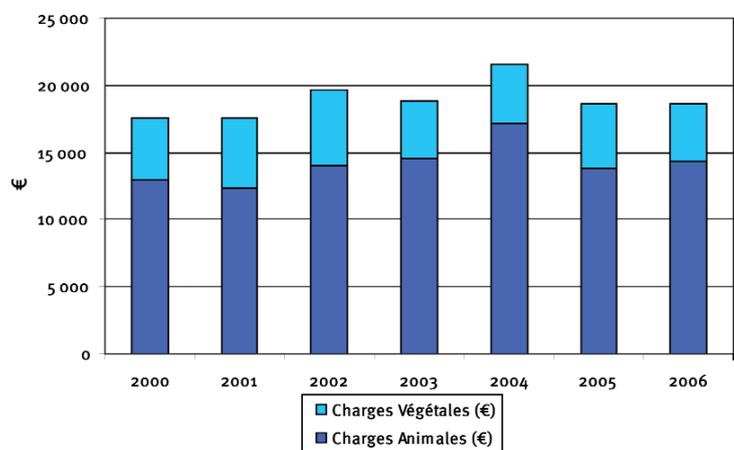
> Tableau 37 : Charges opérationnelles

|  | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Charges opérationnelles totales (€)      | 17 557 | 18 068 | 19 858 | 19 089 | 21 684 | 18 622 | 18 573 |
| en % du produit total                    | 20     | 19     | 19     | 19     | 20     | 17     | 17     |
| Charges Animales (€)                     | 12 943 | 12 382 | 14 003 | 14 502 | 17 107 | 13 765 | 14 320 |
| Charges Animales (€/UGB)                 | 149    | 136    | 153    | 156    | 187    | 152    | 153    |
| Charges Animales herbivores (€)          | 12 943 | 12 382 | 14 003 | 14 502 | 17 107 | 13 765 | 14 320 |
| en % des charges opérationnelles totales | 74     | 69     | 71     | 76     | 79     | 74     | 77     |
| Charges Végétales (€)                    | 4 639  | 5 229  | 5 678  | 4 362  | 4 401  | 4 857  | 4 252  |
| en % des charges opérationnelles totales | 26     | 29     | 29     | 23     | 20     | 26     | 23     |

Les charges opérationnelles totales moyennes du groupe représentent en 2006 (tableau 37), 17 % du produit brut. Ce niveau est très bas et on constate d'ailleurs une diminution de ce ratio puisqu'il était de 20 % en 2000. À titre de comparaison, les charges opérationnelles des exploitations spécialisées bovins viande suivies par les réseaux d'élevage correspondent à 27 % de leur produit brut en 2006. La très bonne maîtrise de ce poste est une caractéristique des exploitations biologiques réputées pour leur caractère économe lié à leur spécialisation (peu de cultures de ventes), aux exigences du cahier des charges, mais aussi à leur autonomie alimentaire.

Les charges opérationnelles du groupe sont constituées à plus des trois quarts par les charges animales, le reste est lié aux charges végétales (figure 35). Cette répartition reste stable sur toute la période étudiée, même lors des épisodes climatiques particuliers. Les systèmes biologiques affichent ainsi leur cohérence et la stabilité de leur fonctionnement.

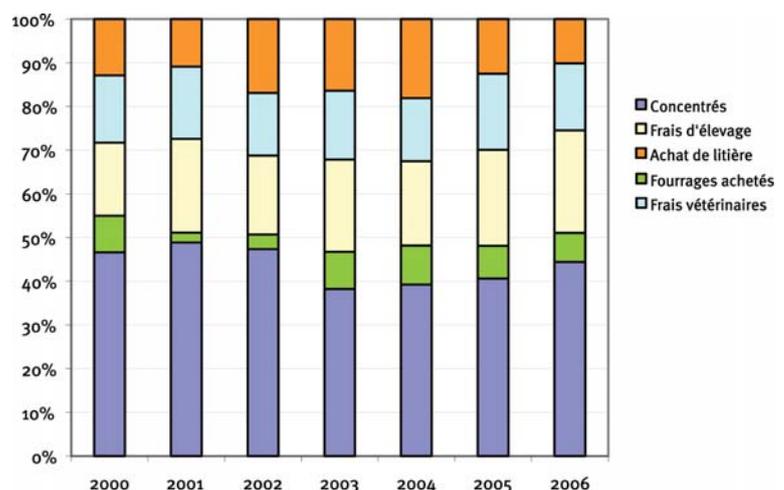
> Figure 35 : Répartition des charges opérationnelles animales et végétales



> Tableau 38 : Répartition des charges animales herbivores par poste

| €/UGB  | 2000       | 2001       | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Concentrés                                   | 61         | 58         | 65         | 47         | 55         | 44         | 52         |
| Fourrages achetés                            | 11         | 3          | 5          | 10         | 13         | 8          | 8          |
| Frais d'élevage                              | 22         | 26         | 25         | 26         | 27         | 24         | 27         |
| Frais vétérinaires                           | 20         | 20         | 20         | 19         | 20         | 19         | 18         |
| Achat de litière                             | 17         | 13         | 23         | 20         | 26         | 14         | 12         |
| <b>Total des charges animales herbivores</b> | <b>149</b> | <b>136</b> | <b>153</b> | <b>156</b> | <b>187</b> | <b>152</b> | <b>153</b> |

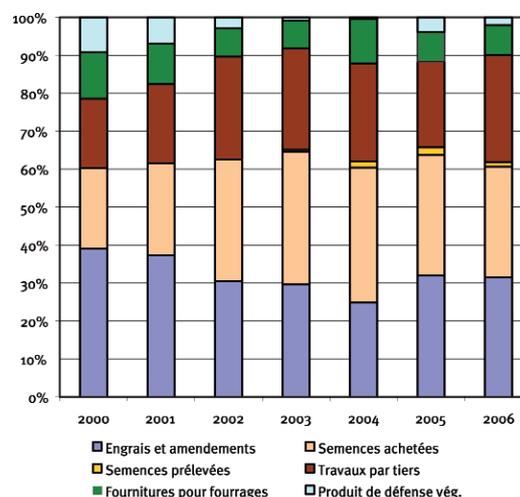
> Figure 36 : Composition des charges animales



Les achats de concentrés représentent la majeure partie des charges animales, allant d'un peu moins de 40 % en 2003 jusqu'à près de 50 % en 2001 (tableau 38 et figure 36). En 2006, ces achats représentent 44 % des charges animales. Les frais d'élevage, constitués des dépenses liées à l'identification, au GDS, au contrôle de performances et aux frais de reproduction, constituent avec les frais vétérinaires et les achats de litière, l'autre grande partie des charges animales. On constate une relative stabilité des postes de frais d'élevages et de frais vétérinaires, traduisant l'équilibre des systèmes mais surtout la maîtrise des éleveurs sur le plan sanitaire des troupeaux. Les achats de fourrages et de litière sont plus aléatoires sur la période étudiée. L'année 2003 affiche le plus faible niveau de dépenses liées aux achats de concentrés, alors que les fourrages et la litière représentent à eux deux 20 % des charges animales de l'année.

En 2006, les charges végétales correspondent à 23 % des charges opérationnelles moyennes des exploitations du groupe (figure 37 et tableau 39). Elles sont constituées par trois postes principaux que sont les engrais et amendements, les semences achetées et les travaux par tiers dans des proportions semblables. Le poste engrais et amendements ne dépasse pas 30 % des charges végétales depuis 2002. Il est beaucoup moins important que dans les systèmes conventionnels où il représente entre 40 et 50 % des charges liées aux surfaces.

> Figure 37 : Composition des charges végétales



> Tableau 39 : Répartition des charges végétales par poste

| €                            | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Engrais et amendements       | 1 685 | 1 780 | 1 543 | 1 170 | 1 052 | 1 347 | 1 203 |
| Semences achetées            | 919   | 1 165 | 1 624 | 1 380 | 1 503 | 1 333 | 1 118 |
| Semences prélevées           | 0     | 0     | 0     | 26    | 71    | 83    | 48    |
| Produits de défense végétaux | 397   | 333   | 144   | 32    | 19    | 162   | 77    |
| Fournitures pour fourrages   | 530   | 509   | 380   | 290   | 493   | 327   | 302   |
| Travaux par tiers            | 792   | 995   | 1 371 | 1 053 | 1 093 | 954   | 1 079 |
| Total des charges végétales  | 4 639 | 5 229 | 5 678 | 4 362 | 4 401 | 4 857 | 4 252 |
| - dont charges SFP           | 2 577 | 3 275 | 3 131 | 2 847 | 3 192 | 3 265 | 2 878 |
| €/ha de SFP                  | 30,9  | 37,0  | 35,1  | 31,9  | 35,2  | 35,0  | 30,3  |
| - dont charges SNF           | 1 862 | 1 760 | 2 216 | 1 658 | 1 209 | 1 591 | 1 375 |
| €/ha de SNF                  | 163,3 | 177,2 | 206,4 | 145,0 | 119,5 | 144,9 | 128,4 |

### Charges de structure

Un fermage de 100 % de la SAU a été affecté à toutes les exploitations pour effacer les effets liés à la part des terres en propriété. Tous les tableaux suivants prennent en compte cette modification (tableau 40).

> Tableau 40 : Correction du fermage

|                 | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Fermage         | 6 841  | 7 875  | 8 341  | 7 974  | 7 280  | 8 022  | 8 109  |
| Fermage corrigé | 10 438 | 13 280 | 14 613 | 12 962 | 11 825 | 12 314 | 12 296 |

&gt; Tableau 41 : Montant des charges de structure par poste

| €   | 2000          | 2001          | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Main-d'œuvre (€)</b>                   | <b>15 008</b> | <b>13 976</b> | <b>15 634</b> | <b>17 590</b> | <b>16 493</b> | <b>17 664</b> | <b>16 770</b> |
| dont MSA                                  | 9 221         | 8 175         | 10 125        | 10 831        | 10 702        | 10 894        | 10 320        |
| dont salaires + charges                   | 5 787         | 5 801         | 5 509         | 6 759         | 5 791         | 6 771         | 6 450         |
| <b>Foncier corrigé* (€)</b>               | <b>12 625</b> | <b>12 787</b> | <b>13 073</b> | <b>13 320</b> | <b>15 045</b> | <b>15 461</b> | <b>15 449</b> |
| dont fermage corrigé                      | 11 506        | 11 718        | 12 397        | 11 914        | 13 711        | 13 840        | 14 094        |
| dont impôts fonciers                      | 176           | 164           | 127           | 219           | 380           | 179           | 141           |
| dont entretien foncier                    | 643           | 448           | 255           | 552           | 576           | 626           | 717           |
| dont amortis. améliorations foncières     | 287           | 421           | 359           | 444           | 356           | 766           | 449           |
| <b>Matériel</b>                           | <b>27 126</b> | <b>26 160</b> | <b>26 720</b> | <b>29 102</b> | <b>28 430</b> | <b>29 896</b> | <b>31 822</b> |
| dont travaux par tiers                    | 2 616         | 2 465         | 2 550         | 2 263         | 2 041         | 1 943         | 2 411         |
| dont carburant et lubrifiant              | 3 624         | 2 858         | 2 412         | 2 831         | 3 022         | 3 565         | 4 428         |
| dont entretien matériel                   | 5 174         | 5 001         | 5 242         | 5 511         | 5 129         | 4 980         | 5 162         |
| dont achat petit matériel                 | 1 253         | 1 194         | 602           | 1 119         | 1 190         | 1 206         | 1 303         |
| dont amortissements matériel              | 14 460        | 14 642        | 17 682        | 18 292        | 17 945        | 18 203        | 18 518        |
| <b>Bâtiment</b>                           | <b>7 239</b>  | <b>11 472</b> | <b>9 979</b>  | <b>11 300</b> | <b>11 549</b> | <b>13 343</b> | <b>12 558</b> |
| dont entretien bâtiment                   | 1 515         | 1 143         | 1 648         | 1 360         | 1 041         | 1 472         | 1 808         |
| dont amortissements bât. et installations | 5 725         | 10 329        | 9 256         | 10 463        | 11 061        | 11 871        | 10 750        |
| <b>Frais financiers</b>                   | <b>4 313</b>  | <b>6 175</b>  | <b>5 900</b>  | <b>5 571</b>  | <b>5 248</b>  | <b>5 207</b>  | <b>4 884</b>  |
| dont frais financiers des emprunts LMT    | 3 660         | 5 723         | 5 590         | 5 306         | 4 959         | 4 987         | 4 686         |
| dont frais financiers CT et agios         | 652           | 452           | 310           | 265           | 289           | 220           | 198           |
| <b>Autres charges</b>                     | <b>12 805</b> | <b>12 255</b> | <b>13 711</b> | <b>13 841</b> | <b>13 951</b> | <b>13 889</b> | <b>15 132</b> |
| Transports et déplacements                | 1 438         | 1 305         | 1 450         | 1 548         | 1 531         | 1 172         | 1 445         |
| Impôts et taxes                           | 299           | 172           | 226           | 627           | 345           | 459           | 499           |
| Assurances                                | 3 028         | 2 923         | 3 359         | 3 308         | 3 494         | 3 760         | 3 934         |
| Eau + EDF + GDF                           | 2 865         | 2 937         | 2 955         | 3 122         | 3 255         | 3 281         | 3 518         |
| Frais de gestion                          | 3 119         | 2 547         | 3 296         | 3 236         | 3 450         | 3 259         | 3 592         |
| Fournitures et frais divers               | 1 579         | 2 248         | 2 265         | 1 754         | 1 743         | 1 878         | 1 857         |
| <b>Total des charges de structure</b>     | <b>77 215</b> | <b>80 662</b> | <b>83 197</b> | <b>89 382</b> | <b>88 303</b> | <b>93 016</b> | <b>93 984</b> |
| % du produit brut                         | 54            | 55            | 52            | 57            | 54            | 56            | 55            |

&gt; Tableau 42 : Montant des charges de structure hors amortissements et frais financiers par poste

| €  | 2000          | 2001          | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Main-d'œuvre (€)</b>                        | <b>7 096</b>  | <b>6 904</b>  | <b>5 904</b>  | <b>8 008</b>  | <b>8 389</b>  | <b>8 787</b>  | <b>9 750</b>  |
| dont MSA                                       | 5 750         | 5 487         | 4 542         | 6 578         | 6 349         | 6 603         | 7 185         |
| dont salaires + charges                        | 1 346         | 1 417         | 1 362         | 1 430         | 2 040         | 2 185         | 2 564         |
| <b>Foncier corrigé hors amortissements (€)</b> | <b>11 259</b> | <b>13 931</b> | <b>15 957</b> | <b>13 970</b> | <b>12 344</b> | <b>13 502</b> | <b>13 600</b> |
| Fermage corrigé                                | 10 438        | 13 280        | 14 613        | 12 962        | 11 825        | 12 314        | 12 296        |
| dont impôts fonciers                           | 770           | 682           | 788           | 678           | 604           | 584           | 748           |
| dont entretien foncier                         | 290           | 183           | 798           | 424           | 106           | 486           | 458           |
| <b>Matériel hors amortissements</b>            | <b>6 911</b>  | <b>8 294</b>  | <b>8 293</b>  | <b>8 101</b>  | <b>8 968</b>  | <b>10 418</b> | <b>10 171</b> |
| dont travaux par tiers                         | 1 395         | 1 471         | 1 547         | 1 059         | 1 657         | 1 848         | 1 639         |
| dont carburant et lubrifiant                   | 2 209         | 2 365         | 2 460         | 2 379         | 2 379         | 3 167         | 3 748         |
| dont entretien matériel                        | 2 774         | 3 814         | 3 200         | 3 609         | 4 173         | 4 117         | 3 980         |
| dont achat petit matériel                      | 609           | 644           | 1 085         | 1 053         | 758           | 1 286         | 804           |
| <b>Bâtiment hors amortissements</b>            | <b>908</b>    | <b>1 066</b>  | <b>918</b>    | <b>1 436</b>  | <b>821</b>    | <b>1 246</b>  | <b>1 492</b>  |
| dont entretien bâtiment                        | 908           | 1 066         | 918           | 1 436         | 821           | 1 246         | 1 492         |
| <b>Autres charges</b>                          | <b>7 935</b>  | <b>9 570</b>  | <b>9 937</b>  | <b>10 205</b> | <b>11 395</b> | <b>11 487</b> | <b>11 436</b> |
| Transports et déplacements                     | 681           | 1 065         | 1 188         | 1 039         | 1 422         | 1 166         | 1 362         |
| Impôts et taxes                                | 138           | 240           | 135           | 370           | 392           | 308           | 397           |
| Assurances                                     | 2 783         | 3 193         | 2 973         | 3 120         | 3 412         | 3 854         | 3 722         |
| Eau + EDF + GDF                                | 890           | 985           | 1 169         | 1 123         | 1 331         | 1 327         | 1 196         |
| Frais de gestion                               | 1 828         | 2 555         | 2 490         | 2 801         | 2 715         | 2 928         | 3 074         |
| Fournitures et frais divers                    | 872           | 1 010         | 1 343         | 1 391         | 1 363         | 1 500         | 1 493         |
| <b>Total des charges de structure</b>          | <b>34 110</b> | <b>39 765</b> | <b>41 008</b> | <b>41 719</b> | <b>41 917</b> | <b>45 441</b> | <b>46 449</b> |
| % du produit brut                              | 39            | 42            | 40            | 41            | 39            | 42            | 42            |

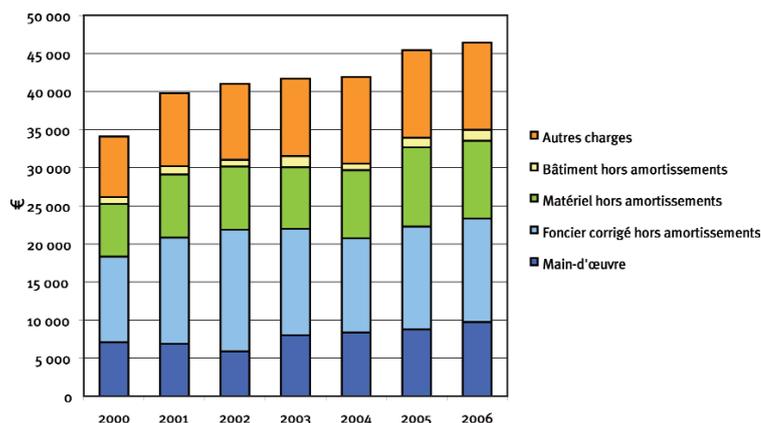
De 34 110 € en 2000, les charges de structure hors amortissements et frais financiers (tableau 42 et figure 38) sont en hausse constante jusqu'en 2006 atteignant 46 449 € soit 42 % du produit brut. Ce niveau est bien supérieur aux exploitations conventionnelles suivies par les Réseaux d'Élevage où les charges de structures HAFF atteignent 32 % du produit brut en 2006 (Réseaux d'Élevage, 2008).

L'évolution des charges de structure exprimées en €/ha, montrent une tendance à la hausse entre 2000 et 2006 (figure 39). La progression des charges de structure n'est pas due à l'élévation de l'ensemble des postes puisque certains augmentent alors que d'autres régressent (figure 40). Le foncier corrigé diminue alors que les frais financiers, la main-d'œuvre, les bâtiments et les autres charges restent stables. Les charges de mécanisation (matériel) augmentent fortement, passant de 132 €/ha de SAU en 2000 à 241 €/ha de SAU en 2006. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet accroissement tel que l'augmentation du prix du carburant et des services en général, l'agrandissement des structures et/ou la modernisation des outils de production (augmentation des amortissements et frais financiers, tableau 41).

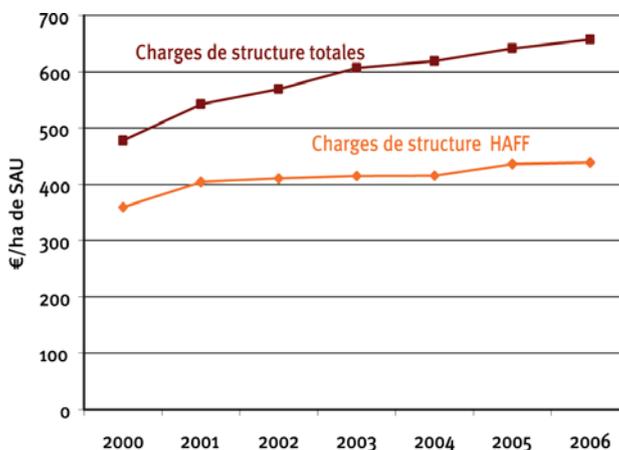
En augmentation constante, l'EBE hors main-d'œuvre salariée a progressé de 32 % entre 2000 et 2006 passant de 37 542 € à 49 627€. Les exploitations étudiées affichent un bon niveau de performances économiques puisque l'EBE hors main-d'œuvre salariée représente 45 % du produit brut en 2006, sans descendre en dessous de 42 % du produit brut (2001) sur la période étudiée (tableau 43). Ce ratio traduit la très bonne efficacité technico-économique des

exploitations allaitantes biologiques, d'autant plus que sans corriger le fermage, ce ratio varie entre 44 et 48 % du produit brut. À titre de comparaison, l'EBE des exploitations allaitantes suivies par les Réseaux d'Élevage était de 41 % du produit brut en 2006 (Réseaux d'Élevage, 2008).

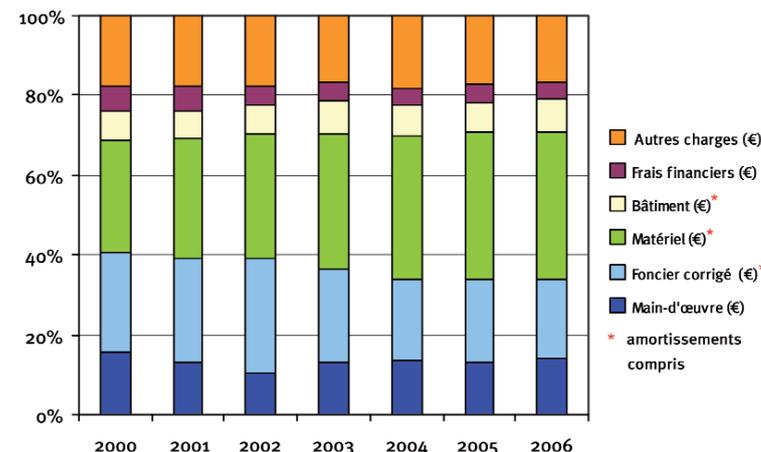
> Figure 38 : Répartition des charges de structure HAFF par poste



> Figure 39 : Évolution des charges de structure en €/ha



> Figure 40 : Répartition par poste des charges de structure totales



## Efficacité technico-économique

> Tableau 43 : EBE hors MO salariée (corrige du foncier)

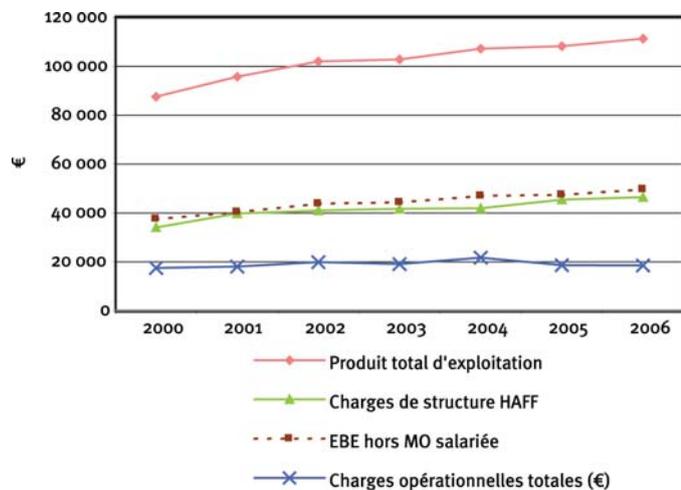
|                                | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| EBE hors MO salariée (€)       | 37 542 | 40 372 | 43 701 | 44 358 | 46 986 | 47 351 | 49 627 |
| en % du produit total          | 43     | 42     | 43     | 43     | 44     | 44     | 45     |
| - €/UMO totale                 | 26 532 | 28 036 | 30 035 | 30 073 | 32 072 | 30 948 | 32 330 |
| - €/kg de viande vive produite | 1,8    | 1,9    | 1,9    | 2,1    | 2,3    | 2,2    | 2,3    |

Cette progression de l'EBE est permise par la stabilité des charges opérationnelles et malgré la hausse des charges de structure HAFF (figure 41).

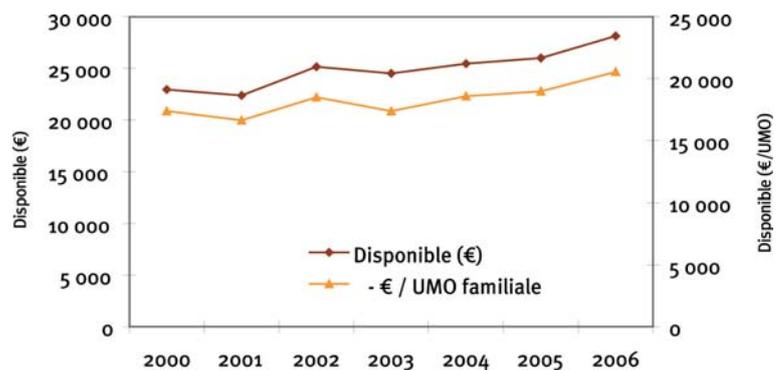
L'évolution régulière des charges de structure est due à la hausse du coût des produits et services de 44 % entre 2000 et 2006. D'autre part, les charges financières (amortissements + frais financiers) ont plus que doublé en sept ans (+105 %), (figure 43). La progression du produit total d'exploitation est nécessaire pour maintenir un niveau de performances économiques et de revenu satisfaisant.

De 22 933 € en 2000, le disponible pour prélèvements privés et autofinancement augmente sur les sept années étudiées de 23 %, le portant à 28 140 € en 2006 (tableau 44). L'impact des années climatiques particulières est relativement atténué ; mise à part l'année 2001 où il régresse un peu (-3 % par rapport à 2000), le disponible continue son accroissement par rapport à l'année de départ (figure 42).

> Figure 41 : Évolution conjointe du produit total d'exploitation, des charges structures, de l'EBE hors MO salariée et des charges opérationnelles totales



> Figure 42 : Évolution du disponible moyen exprimé par exploitation ou par UMO

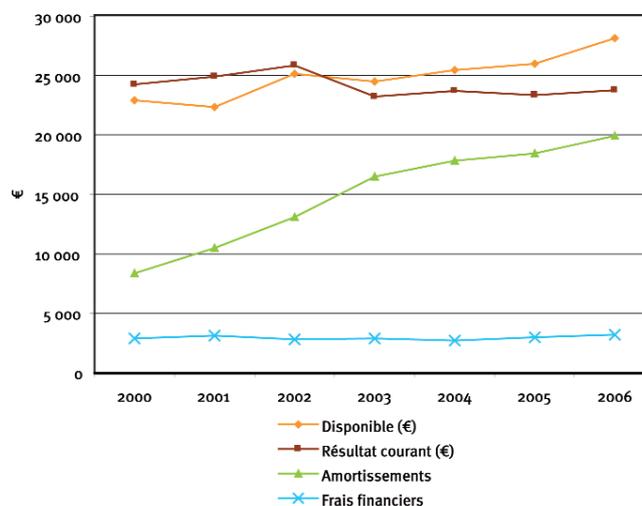


> Tableau 44 : Disponible

|                                | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Disponible (€)                 | 22 933 | 22 359 | 25 151 | 24 496 | 25 462 | 26 006 | 28 140 |
| en % du produit total          | 26     | 23     | 25     | 24     | 24     | 24     | 25     |
| - €/UMO totale                 | 17 373 | 16 624 | 18 493 | 17 373 | 18 586 | 18 983 | 20 540 |
| - €/kg de viande vive produite | 1,1    | 1,0    | 1,1    | 1,2    | 1,3    | 1,2    | 1,3    |
| Annuités (€)                   | 12 924 | 16 297 | 16 903 | 18 140 | 19 138 | 18 609 | 18 653 |

Le disponible est en moyenne de 18 282 €/UMOf (par UMO familiale) et progresse sur toute la période d'étude, passant de 17 373 €/UMOf en 2000 à 20 540 €/UMOf en 2006. Son niveau est correct mais inférieur aux exploitations allaitantes suivies par les Réseaux d'Élevage en 2006 (tableau 45) dont les dimensions structurelles (SAU, nombre de vaches allaitantes, UMO) sont supérieures à celles de notre échantillon.

> Figure 43 : Évolutions respectives du disponible, du résultat courant, des amortissements et frais financiers



> Tableau 45 : Disponible par UMOf par système des exploitations suivies par les Réseaux d'Élevage

| Système                       | Disponible en €/UMOf | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|-------------------------------|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Broutards légers              |                      | 16 464 | 20 060 | 25 465 | 22 863 | 21 456 | 25 930 |
| Naisseur-Engraisseur de bœufs |                      | 26 069 | 23 001 | 24 003 | 22 921 | 20 757 | 27 441 |
| Naisseur-Engraisseur de veaux |                      | 15 245 | 18 089 | 14 713 | 21 909 | 16 089 | 17 632 |

> Tableau 46 : Résultat courant

|                                | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Résultat courant (€)           | 24 259 | 24 907 | 25 865 | 23 238 | 23 705 | 23 366 | 23 766 |
| en % du produit total          | 28     | 26     | 25     | 23     | 22     | 22     | 21     |
| - €/UMO familiale              | 18 378 | 18 518 | 19 018 | 16 481 | 17 303 | 17 055 | 17 347 |
| - €/kg de viande vive produite | 1,1    | 1,2    | 1,1    | 1,1    | 1,2    | 1,1    | 1,1    |
| Total des amortissements       | 8 364  | 10 489 | 13 084 | 16 494 | 17 838 | 18 457 | 19 920 |
| Frais financiers totaux        | 2 884  | 3 118  | 2 793  | 2 876  | 2 694  | 2 969  | 3 194  |

Le résultat courant (ou revenu agricole) augmente progressivement jusqu'en 2002 (+2 et +4 % en 2001 et 2002) puis diminue en 2003 (-10 %) et se stabilise autour de 23 766 € (tableau 46). Cela est dû à l'augmentation des amortissements qui ont plus que doublé depuis 2000. La stabilité des frais financiers traduit une démarche d'investissement basée sur l'autofinancement et non sur le recours aux emprunts.



### Capital d'exploitation, capacité de reprise et rentabilité

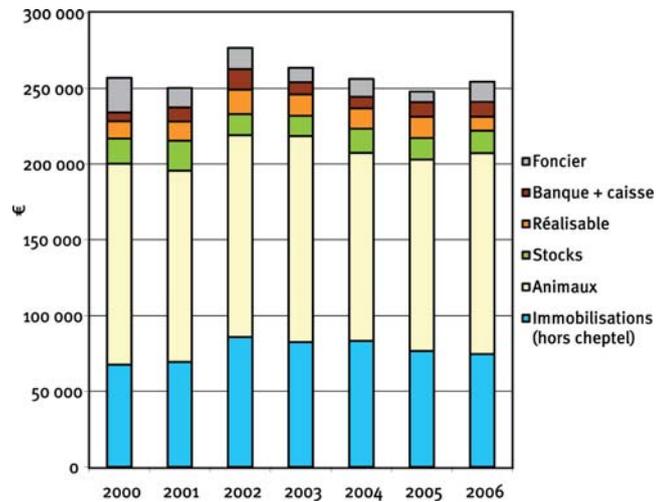
Le capital moyen des exploitations du groupe a peu varié sur la période étudiée et se situe en 2006 à un niveau proche de celui de l'année 2000 (tableau 47). L'année 2002 se démarque avec l'actif le plus élevé, en hausse de 7 % par rapport à 2001. La majeure partie des variations vient des immobilisations et en particulier du poste matériel (figures 44 et 45). Ces investissements expliquent l'accroissement des amortissements observés au niveau des charges de structure.



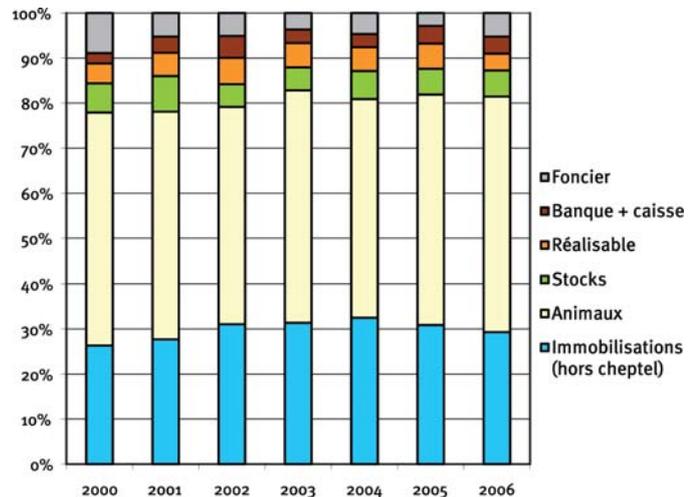
> Tableau 47 : Actif du bilan

|   | 2000           | 2001           | 2002           | 2003           | 2004           | 2005           | 2006           |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Foncier (€)</b>                        | <b>22 907</b>  | <b>13 035</b>  | <b>14 073</b>  | <b>9 726</b>   | <b>11 970</b>  | <b>7 065</b>   | <b>13 218</b>  |
| <b>Immobilisations (hors cheptel) (€)</b> | <b>67 665</b>  | <b>69 390</b>  | <b>86 009</b>  | <b>82 655</b>  | <b>83 325</b>  | <b>76 603</b>  | <b>74 591</b>  |
| Frais d'établissement                     | 0              | 1 368          | 1 290          | 771            | 0              | 284            | 7              |
| Bâtiments                                 | 27 425         | 28 457         | 29 983         | 30 042         | 28 350         | 20 755         | 28 732         |
| Matériel                                  | 34 288         | 34 357         | 47 961         | 45 929         | 47 242         | 44 208         | 41 483         |
| Améliorations foncières                   | 1 379          | 753            | 1 241          | 1 565          | 3 386          | 1 810          | 1 522          |
| Parts sociales                            | 2 821          | 2 528          | 2 814          | 2 362          | 1 780          | 1 891          | 2 171          |
| Plantations pérennes                      | 1 089          | 250            | 838            | 806            | 710            | 600            | 538            |
| Autres immobilisations                    | 662            | 1 676          | 1 882          | 1 180          | 1 857          | 7 055          | 137            |
| <b>Animaux (€)</b>                        | <b>132 594</b> | <b>126 146</b> | <b>133 056</b> | <b>135 783</b> | <b>124 093</b> | <b>126 408</b> | <b>132 544</b> |
| Animaux reproducteurs                     | 86 349         | 75 478         | 84 183         | 81 465         | 69 055         | 71 868         | 67 671         |
| Autres animaux                            | 46 246         | 50 668         | 48 873         | 54 319         | 55 038         | 54 540         | 64 873         |
| <b>Stocks (€)</b>                         | <b>16 634</b>  | <b>19 854</b>  | <b>13 932</b>  | <b>13 483</b>  | <b>15 919</b>  | <b>14 270</b>  | <b>14 845</b>  |
| Approvisionnement                         | 5 423          | 5 813          | 3 094          | 2 223          | 2 358          | 3 272          | 1 877          |
| Avances aux cultures                      | 2 447          | 2 296          | 1 961          | 1 367          | 1 757          | 1 262          | 1 289          |
| Produits finis végétaux hors fourrages    | 8 116          | 11 674         | 8 877          | 5 086          | 3 830          | 2 357          | 3 046          |
| Produits finis fourrages                  | 0              | 0              | 0              | 3 654          | 6 761          | 6 325          | 8 122          |
| <b>Réalisable (€)</b>                     | <b>11 443</b>  | <b>12 851</b>  | <b>16 221</b>  | <b>14 237</b>  | <b>13 564</b>  | <b>13 926</b>  | <b>9 362</b>   |
| Créances                                  | 5 280          | 7 627          | 9 194          | 6 556          | 7 545          | 9 129          | 5 913          |
| TVA à recevoir                            | 3 114          | 3 837          | 5 292          | 3 637          | 3 004          | 3 568          | 2 882          |
| Acomptes                                  | 3 049          | 1 387          | 1 735          | 4 044          | 3 015          | 1 229          | 567            |
| <b>Banque + caisse (€)</b>                | <b>5 820</b>   | <b>9 110</b>   | <b>13 533</b>  | <b>7 855</b>   | <b>7 452</b>   | <b>9 683</b>   | <b>9 805</b>   |
| <b>Total de l'actif (€)</b>               | <b>257 241</b> | <b>258 667</b> | <b>277 680</b> | <b>263 739</b> | <b>256 323</b> | <b>247 955</b> | <b>254 366</b> |
| Actif hors foncier (€)                    | 234 334        | 262 246        | 263 607        | 254 013        | 244 354        | 253 568        | 253 840        |

> Figure 44 : Répartition de l'actif par poste



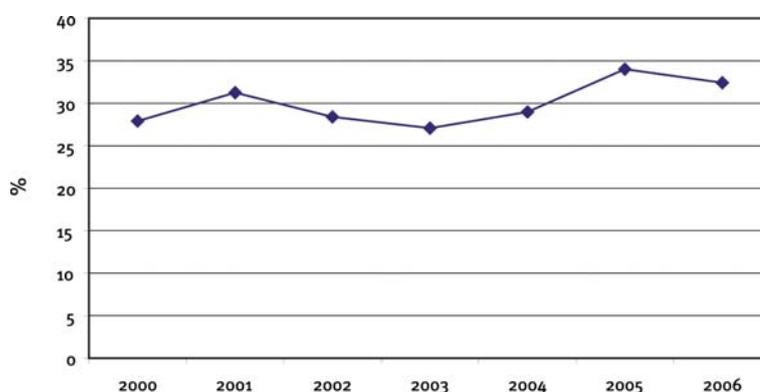
> Figure 45 : Évolution de l'actif par poste



## Endettement

Le taux d'endettement (tableau 48) varie de 27 à 34 % entre 2000 et 2006. Le groupe étudié semble, quant à lui, réaliser des investissements réguliers (2001 et 2005 notamment). Même si ce taux a tendance à augmenter sur les sept années (figure 46), il reste satisfaisant et témoigne d'une bonne santé financière des exploitations biologiques.

> Figure 46 : Évolution du taux d'endettement moyen du groupe



> Tableau 48 : Endettement

| €   | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux d'endettements (%)                   | 28     | 31     | 28     | 27     | 29     | 34     | 32     |
| Annuités des emprunts LMT                 | 12 924 | 16 297 | 16 903 | 18 140 | 19 138 | 18 609 | 18 653 |
| % Annuités des emprunts LMT/Produit total | 15     | 17     | 17     | 18     | 18     | 17     | 17     |

## Capacité de reprise

Compte tenu du capital d'exploitation et de l'efficacité technico-économique du système mesuré par le ratio EBE/PB, les capacités d'installation dans ces structures sont possibles et de plus en plus accessibles (tableau 49). En effet, pour une rémunération moyenne de

15 000 €/UMO familiale en phase d'installation, soit 20 550 € pour un couple compté à 1,8 UMO, les besoins d'apports personnels se situent à 18 % du capital à reprendre en 2006 et à 32 % en moyenne sur les sept années étudiées. On constate d'ailleurs que ce pourcentage du capital à reprendre diminue depuis 2000, rendant l'installation de plus en plus accessible. Si la reprenabilité d'un système allaitant apparaît plus facile en agriculture biologique, elle tient à leur meilleure efficacité technico-économique. Cette dernière est due en partie à la bonne valorisation des produits.

> Tableau 49 : Capacité de reprise des exploitations

|                                 | 2000    | 2001    | 2002    | 2003    | 2004    | 2005    | 2006    |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| EBE (€) corrigé du foncier      | 36 197  | 38 954  | 42 339  | 42 928  | 44 946  | 45 166  | 47 063  |
| Capacité d'autofinancement (€)  | 4 378   | 4 789   | 5 101   | 5 140   | 5 362   | 5 414   | 5 567   |
| Prélèvements privés (€)         | 19 800  | 20 175  | 20 400  | 21 150  | 20 550  | 20 550  | 20 550  |
| Annuités possibles (€)          | 12 018  | 13 990  | 16 838  | 16 638  | 19 034  | 19 203  | 20 946  |
| Emprunts possibles (€)          | 109 586 | 127 562 | 153 531 | 151 708 | 173 554 | 175 096 | 190 988 |
| Capital à reprendre (€)         | 214 250 | 237 757 | 231 040 | 229 560 | 221 557 | 228 068 | 232 502 |
| Apport personnel nécessaire (€) | 104 664 | 110 195 | 77 509  | 77 851  | 48 003  | 52 973  | 41 513  |
| En % du capital à reprendre     | 49      | 46      | 34      | 34      | 22      | 23      | 18      |

## Conclusion

Installé en moyenne depuis plus de vingt ans, le groupe étudié affiche une solide expérience. Les surfaces et le troupeau ont légèrement augmenté en sept ans. Le bilan de reproduction, bien que satisfaisant, continue de s'améliorer comme le montre le taux de productivité numérique. Les exploitations allaitantes étudiées proposent une large gamme de produits mais ce sont les brouards qui constituent le principal débouché des mâles malgré une commercialisation sur le circuit conventionnel. L'offre en génisses à viande et en vaches de réforme, débouchées majoritaires des femelles, représente l'essentiel du marché en produits finis. Le marché de la viande bovine conventionnelle influence fortement le marché biologique. Le système fourrager repose

essentiellement sur l'herbe dont la proportion, en constante augmentation depuis 2000, se fait au détriment des autres surfaces fourragères. Le foin est le fourrage le plus récolté, les ensilages concernent peu d'exploitations. Le caractère extensif de la production allaitante est marqué par un chargement faible et une maximisation de la durée de pâturage. En ce qui concerne les concentrés, le coût élevé à l'achat, le peu de surface disponible à la production de céréales et les rendements limités conduisent les éleveurs à restreindre l'utilisation d'aliments complémentaires.

L'augmentation du produit brut sur la période étudiée s'explique pour moitié par la revalorisation des aides à la production, ainsi que par l'augmentation des ventes animales. La très bonne efficacité technico-économique des systèmes allaitants biologiques est due principalement au niveau de maîtrise des charges opérationnelles. Ce niveau, déjà bas, a encore tendance à diminuer et s'explique par le degré de spécialisation du troupeau, les exigences du cahier des charges et la bonne autonomie alimentaire. Les charges de structures sont cependant supérieures à celles des exploitations allaitantes suivies par les Réseaux d'Élevage, à cause principalement des frais de mécanisation.

L'augmentation du produit d'exploitation reste un enjeu primordial et inhérent au maintien des performances économiques et du résultat d'exploitation.



## Table des sigles et glossaire

**AB** : Agriculture Biologique

**BL** : Bovins Lait, appellation qui regroupe l'ensemble des animaux du troupeau laitier

**CAD** : Contrat d'Agriculture Durable

**Chargement apparent** : UGB totales par hectares de SFP

**Chargement corrigé** : UGB totales corrigées des UGB prises/mises en pension, des productions dérobées externes, des variations d'inventaire fourrager et des achats/ventes de fourrage, par hectares de SFP

**Charges de structure HAFF** :

Charges de structures hors amortissement et frais financiers

**Classification ICHN** : Classification des zones défavorisées qui permet aux agriculteurs de toucher des Indemnités Compensatoires au Handicaps Naturels

**CTE** : Contrat Territorial d'Exploitation

**CIVO** : Comité Interprofessionnel du Veaux sous la Mère

**Disponible** : EBE – Annuités

**DPU** : Droit à Paiement Unique, partie découplée des aides communautaires

**EARL** : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

**EBE** : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – Charges opérationnelles – Charges de structures HAFF

**EBE hors MO salariée** : EBE – salaires et charges salariales

**FNAB** : Fédération Nationale d'Agriculture Biologique

**GAEC** : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

**GDS** : Groupement de Défense Sanitaire

**GIE** : Groupement d'Intérêt Économique

**GRAB** : Groupement Régional d'Agriculture Biologique de Basse-Normandie

**Ha** : hectare, unité de surface

**IA** : Insémination Artificielle

**ITAB** : Institut Technique d'Agriculture Biologique

**IVV** : Intervalle Vêlage-Vêlage

**kgc** : kilogrammes de carcasse

**kgv ou kgv** : kilogrammes de viande vive

**Lait commercialisé** : Lait vendu livré, lait transformé, et lait écoulé en vente directe

**Lait produit** : Volume livré, transformé, auto-consommé ou écoulé en vente directe

**MAE** : Mesure(s) Agro-Environnementale(s)

**MAT** : Matières Azotées Totales

**OGM** : Organisme Génétiquement Modifié

**PAC** : Politique Agricole Commune

**PHAE** : Prime Herbagère Agro-Environnementale

**Production brute de viande vive** : Volume de viande vendue + auto consommée – achetée + variation d'inventaire

**Produit brut** : valeur de l'ensemble des biens et services, y compris les cessions internes, produits au cours d'une campagne et liés aux activités du système de production

**Revenu Agricole** : EBE – Amortissements – Frais financiers

**RICA** : Réseau d'Informations Comptable Agricole

**SAU** : Surface Agricole Utile (hors parcours)

**SCOP** : Surface Céréales Oléagineux Protéagineux

**SFP** : Surface Fourragère Principale (hors parcours)

**SH** : Surface en Herbe (prairies temporaires et prairies permanentes)

**STH** : Surface Toujours en Herbe (prairies permanentes)

**Taux de gestation** : Nombre de femelles pleines / Nombre de femelles mises à la reproduction

**Taux de mortalité** : Nombre de veaux morts / Nombre de veaux nés

**Taux de productivité numérique** : Nombre de veaux sevrés / Nombre de femelles mises à la reproduction

**Taux de prolificité** : Nombre veaux nés / Nombre de femelles ayant mis bas

**Taux de renouvellement** : Nombre de génisses mises en saillie / Nombre total d'animaux à la saillie

**Taux d'endettement** :

**tMS** : tonnes de matière sèche

**tMS disponibles** : Quantités récoltées + quantités achetées – quantités vendues

**UGB** : Unités Gros Bovins

**UMO** : Une Unité de Main-d'Œuvre correspond à une personne occupée à plein-temps sur l'exploitation, y compris les salariés

**UTH** : Unité de Travail Humain

**VA** : Vache Allaitante

**VL** : Vache Laitière

## Références bibliographiques

- AGENCE BIO, CSA ; 2007 ; Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France ; Agence BIO ; 118 pages
- BARNIER M. ; 2007 ; Allocution de Michel Barnier "Agriculture Biologique Horizon 2012" au Grand Conseil d'Orientation de l'Agence BIO ; 12 septembre 2007 ; <http://www.itab.asso.fr/downloads/ab-info/discoursmbarnier.pdf>
- BARTHELEMY D., DUSSOL A-M., 2002, Sociétés agricoles : entre modernité et tradition, Agreste Cahiers, n° 2, juillet 2002, p 31-36
- BELLON S., SYLVANDER B. ; 2005 ; Qu'est ce que l'agriculture biologique ? Quelques repères ; INRA ; [http://www.inra.fr/la\\_sciences\\_et\\_vous/dossiers\\_scientifiques/agriculture\\_biologique/de\\_quoi\\_parle\\_t\\_on](http://www.inra.fr/la_sciences_et_vous/dossiers_scientifiques/agriculture_biologique/de_quoi_parle_t_on) ; consulté le 06/05/2008
- BERGER Y., BARRAL M-B., ENNIFAR M., HEBRARD B., LACOUR L., PESLERBE M., SCARSI F., SUSANI B., TARDY V., TREGARO Y., VALIN B., ZEGERS J-P., 2007, Le marché des produits laitiers, carnés et avicoles en 2006, Office de l'Élevage, janvier 2007, 473 pages + annexes
- BIMAGRI, 2008, Les chiffres de l'agriculture et de la pêche - Édition 2008, Hors Série n° 21, janvier 2008, 46 pages
- BISAULT L., Les aides animales en 2005, Agreste Primeur, n° 202, novembre 2007, 4 pages
- BOURGEOIS S., 2007, La stabilisation de la filière bio pourrait conforter la place des boeufs, Réussir Bovins Viande, n° 137, avril 2007, p18
- BUËR J-L ; 2008 ; Quel avenir pour l'ITAB ? ; Du côté de l'ITAB et de son réseau, mars 2008 ; page 1
- CHAMBRES D'AGRICULTURE DE NORMANDIE, 2008, Économie et prospective, lettre n° 3 ; 2 p
- CHAMPEL M., 2001, Les prix de détail ont pesé sur la reprise de la consommation, Agreste Primeur, n° 103, novembre 2001, 4 pages
- CHAUVIN S., 2008 ; Consommation Produits biologiques : où en est-on ? ; Groupe perspective, Chambres d'agriculture de Normandie ; 4 pages
- COMMISSION BIO INTERBEV, Diaporama récapitulatif de la conjoncture bovine biologique entre 2002 et 2007, transmis par Jean François DEGLORIE, communication personnelle
- CONCLUSIONS DU GREENELLE DE L'ENVIRONNEMENT, 2007, Chantier 14 – Comité opérationnel – Agriculture Biologique, Extrait du document final des tables rondes des 24 au 24 octobre 2007, 14 décembre 2007, 1 page
- COUTARD J.P., MENARD M., BENOTEAU G., LUCAS F., HENRY J.M., CHAIGNEAU F., RAIMBAULT B., 2007, Reproduction des troupeaux allaitants dans les Pays de la Loire : facteurs de variation des performances, 14èmes journées Rencontres Recherches Ruminants, Institut National de la Recherche Agronomique, 5 et 6 décembre 2007, Web-Agri, 6 décembre 2007, consulté le 16 juillet 2008, disponible sur [http://www.journees3r.fr/texte.php3?id\\_article=2572](http://www.journees3r.fr/texte.php3?id_article=2572) et [http://www.web-agri.fr/dossier\\_spezial/default.asp?idDoss=79&idrub=1595&id=44294](http://www.web-agri.fr/dossier_spezial/default.asp?idDoss=79&idrub=1595&id=44294)
- DEVUN J. ; 2005 ; IA et monte naturelle – Jean DEVUN, Réseaux d'Élevage Auvergne Bourgogne Centre : « Sécuriser la qualité génétique » ; article publié le 21 juillet 2005 sur Web Agri disponible sur <http://www.web-agri.fr/outils/fiches/fichedetail.asp?id=21732>, 1 page
- DESRIERS M., 2007, L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique, Agreste Cahiers, n° 2, juillet 2007, p 3-14
- D'ALTEROCHE F. ; 2005 ; Viande bovine issue de l'agriculture biologique, une poussée sensible ces dernières années, Réussir Bovins Viande n° 117, juin 2005 ; p16-19
- EBF - ELEVEURS BIO DE FRANCE ; 2006 ; Note de situation du marché des viandes biologiques en 2005, 1 page
- ERHEL A., 2007, Les exploitations de bovins-viande : une tendance à l'extensification, Notes et études économiques, n° 29, décembre 2007, p 47-83
- FRANCE BOVINS CROISSANCE, INSTITUT DE L'ELEVAGE, 2007, Résultats du contrôle de performances des bovins allaitants - Campagne 2006, 90 pages
- FRAYSSE J., 2002, Des retraits pour désengorger les marchés, Agreste Primeur, n° 109, mai 2002, 4 pages
- GRAB, 2008a, Devenir Agriculteur Biologique, Brochure d'information, 2 pages
- GRAB, 2008b, Principes de l'Agriculture Biologique, Brochure d'information, 1 page
- GROUPEMENT ECONOMIE DU BETAIL (GEB) DE L'INSTITUT DE L'ELEVAGE, 2008, 2007 L'année économique viande bovine Perspectives 2008, Dossier Économie de l'Élevage, n° 374, janvier 2008, 80 pages
- GUERIN J-L., DIRECTEUR D'AGIRE/AMELIS ; 2006 ; « L'IA en troupeau allaitant un investissement à long terme », interview de JL Guérin par Thierry Guillemot, 2006, article de l'Agriculteur Normand, réf : E0P6QPM1, consultable sur : <http://www.agriculteur-normand.com/actualites/elevage-l-ia-insemination-artificielle-en-troupeau-allaitant-un-investissement-a-long-terme&fldSearch=bovin:E0P6QPM1.html>
- GUERIN D., BATAILLE M., 2008a, Élevage allaitant - Les causes et les moyens d'amélioration de l'infécondité, Plein champ, 28 février 2008, consulté le 16/07/2008, disponible sur [http://www.pleinchamp.com/article/printarticle.aspx?id=30884&menu\\_id=2](http://www.pleinchamp.com/article/printarticle.aspx?id=30884&menu_id=2)
- GUERIN D., BATAILLE M., 2008b, Maîtrise de la reproduction en élevage allaitant - Un impact économique conséquent mais négligé, Plein champ, 21/02/2008, consulté le 16/07/2008, disponible sur [http://www.pleinchamp.com/article/printarticle.aspx?id=30801&menu\\_id=3](http://www.pleinchamp.com/article/printarticle.aspx?id=30801&menu_id=3),
- GUEUDAR DELAHAYE C., 2000, Typologie des systèmes bovins allaitants pratiquant l'agriculture biologique en Bretagne, Mémoire de fin d'études ENSAR, 46 pages + annexes
- HAURIEZ P., BECHEREL F., 2005, Étude du fonctionnement de grands troupeaux de vaches allaitantes, février 2005, Institut de l'Élevage, 190 pages
- HEBRARD L., 2005, Éleveur biologique recherche consommateur, Agreste Primeur, n° 171, décembre 2005, 4 pages
- INRA, 2006, Commission des Recherches Bovines – note de conjoncture, faits marquants, octobre 2006, 3 pages
- INSTITUT DE L'ELEVAGE, 2008, site Internet consultable sur <http://www.inst-elevage.asso.fr/html/>, consulté le 19/02/2008

- KONATE K ; 2008 ; Où trouver les informations techniques en agriculture biologique ? ; Diaporama de présentation ; 4 avril 2008, Semaine du développement durable - journée d'information sur l'Agriculture Biologique, DDAF de l'Oise, Beauvais
- LE DU D., 2005, Un élevage de Blondes 100 % IA, article en ligne du Paysan Breton de la semaine du 4 au 11 mars 2005, disponible sur <http://www.paysan-breton.fr/article/4861/un-elevage-de-blondes-100-%25-ia.html>
- LE MEZEC P, BARBAT A., 2007, Un répit dans la baisse de la fertilité, BTIA, n° 165, décembre 2007, p 15-18
- LE REY E., 2006 ; Prix et revenus agricoles en hausse, Agreste Primeur, n° 186, décembre 2006, 4 pages
- LE REY E., TERROUX G., SPARHUBERT J., 2007, Redressement général du revenu, Agreste Primeur, n° 196, juillet 2007, 4 pages
- LEMAIRE G., DELABY L., FIORELLI J-L., MICOL D., 2006, Sécheresse et agriculture - Réduire la vulnérabilité de l'agriculture à un risque accru de manque d'eau - Expertise Scientifique collective, rapport, INRA (France), 380 pages + annexes ; Chapitre 2.2.3 Systèmes fourragers et élevage, p 312-322
- LESDOS-CAUHAPE C., BESSON D., 2007, Les crises sanitaires dans la filière viande, Insee première, n° 1166, novembre 2007, 4 pages
- LIENARD G., LHERM M., PIZAIN M-C., LE MARECHAL J-Y., BOUSSANGE B., BARLET D., ESTEVE P., BOUCHY R., 2002, Productivité de trois races bovines françaises, Limousine, Charolaise et Salers - Bilan de 10 ans d'observation en exploitations, INRA Productions Animales, 2002, n° 15 (4), 293-312
- MAZOYER M., AUBINEAU M., BERMOND A., BOUGLER J., NEY B., ROGER-ESTRADE J. ; 2002 ; Larousse Agricole ; Larousse/MUEF ; 767 pages
- MERCIER E., GUERNIC K., LE DOUARIN S. ; 2007 ; L'agriculture biologique française - Chiffres 2006 ; Atoll ; 152 pages
- MERCIER E., GUERNIC K., LE DOUARIN S. ; 2008 ; L'agriculture biologique française - Chiffres 2007 ; Atoll ; 156 pages
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE ; 2008 ; [http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/alimentation/signes-de-qualite/les-signes-d-identification-de-la-qualite-et-de-l-origine/l-agriculture-biologique/l-agriculture-biologique/downloadFile/FichierAttache\\_9\\_f0/agri\\_bio\\_grenelle\\_chantier\\_14\\_080123.pdf?nocache=1201604718.12](http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/alimentation/signes-de-qualite/les-signes-d-identification-de-la-qualite-et-de-l-origine/l-agriculture-biologique/l-agriculture-biologique/downloadFile/FichierAttache_9_f0/agri_bio_grenelle_chantier_14_080123.pdf?nocache=1201604718.12); consulté le 06/05/2008
- OFFICE DE L'ÉLEVAGE, 2007, Rapport d'activités 2006, Office de l'Élevage, 2007, 141 pages
- PAVIE J., 2005a, Enrubannage en agriculture biologique : une pratique qui se développe, Étude du marché de l'enrubannage, Dow, p34
- PAVIE J., 2005b, Le pâturage des vaches allaitantes, Le guide de l'herbe, Prairiales de Normandie, novembre 2005, Fiche 39
- PAVIE J., GAMAU C., LEROY L., POUSET J., RENAULT C., SOUCIET H., 2000, Produire de la viande biologique, Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie, décembre 2000, 128 pages
- PAVIE J., RETIF R., CHARROIN T., BECHEREL F., 2007, Résultats technico-économiques des exploitations des Réseaux d'Élevage bovins lait et viande en Agriculture Biologique - Évolutions 2001-2004, Collection résultats, Institut de l'Élevage, septembre 2007, 126 pages
- PERVANÇHON F., BLOUET A. ; 2002 ; Lexique des qualificatifs de l'agriculture ; Le Courrier de l'Environnement ; n° 45 ; février 2002 ;
- PORHIEL, 2005, Vêlages précoces : à condition de préparer les génisses, Revue de l'Éleveur laitier; publié le 28/11/2005
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE DE BASSE-NORMANDIE, 2002, Agenda 2000 Une réforme de la PAC viande bovine en constante évolution - Ce qui change en 2002 et 2003, Institut de l'Élevage et Chambre d'Agriculture de Normandie, janvier 2002, 6 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE VIANDE BOVINE PAYS DE LA LOIRE - DEUX SEVRES, 2007, Autonomie alimentaire en élevage biologique, Institut de l'Élevage, juin 2007, 23 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2003c, Résultats techniques et économiques des exploitations du socle national bovins à viande - Exercice 2001 ; Institut de l'Élevage, 23 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2004b, Résultats techniques et économiques des exploitations du socle national bovins viande - Exercice 2002x ; Institut de l'Élevage, 27 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2005b, Les systèmes bovins viande en France - Repères techniques et économiques - Exercice 2003 ; Institut de l'Élevage, 19 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2006b, Les systèmes bovins viande en France - Repères techniques et économiques - Exercice 2004 ; Institut de l'Élevage, 19 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2007b, Les systèmes bovins viande en France - Repères techniques et économiques - Exercice 2005 ; Institut de l'Élevage, 23 pages
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2007c, Vivre de la viande bovine en Basse Normandie - 9 systèmes régionaux, cas type n° 4 bis : Un système naisseur engraisseur de bœufs herbagers ; p7
- RÉSEAUX D'ÉLEVAGE, 2008b, Les systèmes bovins viande en France - Repères techniques et économiques - Campagne 2006 ; Institut de l'Élevage, 23 pages
- RICA, 2008, données en lignes - Agreste, disponible sur <http://agreste.maaparlbn.fr/TableViewer/tableView.aspx>
- SNM - SOCIETE NATIONALE DES MARCHES, 2005, Produits de l'Élevage édition 2004, 28 p
- SNM - SOCIETE NATIONALE DES MARCHES, 2007, Produits de l'Élevage édition 2006, 28 p
- SYLVANDER B., 2003, Introduction générales des Actes, Séminaire sur les recherches en AB INRA-ACTA, Draveil, 20-21 novembre 2003, 3 pages
- VIGNEAU-LOUSTAU L., HUYGHE C., 2008, Stratégies fourragères Pâturage - Ensilage - Foin, Édition France Agricole, Paris, 336 pages
- VIARD G., JEULIN T., 2005, La place de l'herbe dans les systèmes fourragers, Le guide de l'herbe, Prairiales de Normandie, Fiche 3

# 1/ Cadre de l'étude

L'objectif des Réseaux d'Élevage est d'identifier, d'analyser, de décrire et de faire connaître des systèmes d'exploitation efficaces et viables du point de vue des résultats technico-économiques, supportables en terme de charge de travail, et de décrire avec précision les itinéraires techniques. C'est un outil dont la finalité est de servir pour le conseil, la prospective et la recherche appliquée.

Le principe des Réseaux d'Élevage est le suivi pluriannuel d'exploitations choisies sur la base d'une typologie des systèmes d'élevage et des systèmes d'exploitation, ainsi qu'en fonction des besoins de références locales. Ainsi, dans les différentes régions, les choix d'exploitations peuvent varier selon le souhait du comité de pilotage régional qui peut décider librement des thématiques à travailler et donc, des élevages à intégrer au dispositif. De ce fait, les résultats obtenus ne doivent pas être perçus comme représentatifs de l'ensemble des exploitations biologiques françaises mais plutôt comme les résultats d'un échantillon prospectif dont les résultats sont forcément affectés par des choix locaux.

Au niveau national, le dispositif repose sur environ 1 800 exploitations commerciales réparties dans toutes les grandes régions d'élevage françaises et représentatives de la grande diversité existante en terme de systèmes d'exploitation et de conditions de production.

À l'exception de quelques régions qui avaient fait le choix de cette thématique au sein de leur comité de pilotage (Basse-Normandie, Pays de Loire), l'agriculture biologique n'a pas constitué un axe de recherche spécifique des réseaux avant 1996.

Cette situation a beaucoup évolué à partir de 1996. Dans un premier temps le nombre d'exploitations augmentant, les besoins de références se faisant sentir dans toutes les régions, le nombre d'exploitations biologiques intégrées au dispositif a fortement augmenté pour dépasser 200 exploitations biologiques en 2003.

Aujourd'hui environ 150 exploitations biologiques sont suivies par les Réseaux d'Élevage. L'activité de l'Unité de Programme "Agriculture Biologique" mise en place en 1998, est orientée sur plusieurs axes de travail dont :

- la connaissance technico-économique des systèmes d'élevage et l'aide à la conversion,
- l'évaluation des contributions environnementales et de la durabilité socio-économique des structures biologiques
- la qualité des produits et les modes de valorisation

Les Réseaux d'Élevage mettent régulièrement à disposition des acteurs de l'agriculture biologique des études, publications et références sous diverses formes.

## Pour aller plus loin

- **Résultats technico-économiques des exploitations des Réseaux d'Élevage bovins lait et viande en Agriculture Biologique - Évolutions 2001-2004, Collection résultats,** Institut de l'Élevage, septembre 2007, 126 pages
- **Valorisation des données technico-économiques des élevages bovins et ovins en agriculture biologique - Synthèse 2001-2002, Compte rendu final 0451014,** Institut de l'Élevage, juin 2004, 115 pages

## Carnet d'adresses

### > Unité de programmes « Réseaux d'élevage bovins viande »

Frédéric Bécherel  
Limousin  
Tel : 05 55 42 60 93 – Fax : 05 55 42 60 95  
@ : frederic.becherel@inst-elevage.asso.fr

Jean-Paul Bellamy  
Bassin charolais  
Tel : 03 86 36 36 16 – Fax : 03 86 21 56 59  
@ : jean-paul.bellamy@inst-elevage.asso.fr

Julien Belvèze  
Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon Sud Auvergne  
Tel : 05 61 75 44 34 – Fax : 05 61 73 85 91  
@ : julien.belveze@inst-elevage.asso.fr

Sylvie Brouard  
Limousin et Poitou-Charentes  
Tel : 05 55 42 61 49 – Fax : 05 55 42 60 95  
@ : sylvie.brouard@inst-elevage.asso.fr

Laurence Echevarria  
Est  
Tel : 03 83 93 39 16 – Fax : 03 83 93 39 11  
@ : laurence.echevarria@inst-elevage.asso.fr

Marion Kentzel  
Aquitaine  
Tel : 05 62 70 06 14 – Fax : 05 62 61 77 07  
@ : marion.kentzel@inst-elevage.asso.fr

Loïc Madeline  
Rhône Alpes, PACA  
Tel : 03 84 35 14 56 – Fax : 03 84 24 82 15  
@ : loic.madeline@inst-elevage.asso.fr

Patrick Sarzeaud  
Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres  
Tel : 02 23 48 29 20 – Fax : 02 23 48 29 21  
@ : patrick.sarzeaud@inst-elevage.asso.fr

Philippe Tresch  
Nord Picardie - Normandie  
Tel : 03 83 93 39 12 – Fax : 03 83 93 39 11  
@ : philippe.tresch@inst-elevage.asso.fr

### > Coordination du document

Jérôme Pavie  
Normandie  
Tel : 02 31 47 22 72 – Fax : 02 31 47 22 60  
@ : jerome.pavie@inst-elevage.asso.fr

## Remerciements :

Merci aux éleveurs des Réseaux d'Élevage pour leur accueil et leur contribution active dans le cadre des suivis de fermes de références.

Merci aux ingénieurs départementaux des Chambres d'Agriculture qui assurent, à l'échelon local, les suivis de fermes dans le cadre du dispositif national des Réseaux d'Élevage pour le Conseil et la prospective.

# VALORISATION DES DONNÉES TECHNICO-ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS ALLAITANTES BIOLOGIQUES SUIVIES DANS LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

## ÉVOLUTIONS D'UN ÉCHANTILLON CONSTANT SUR 7 CAMPAGNES (2000-2006)

Les Réseaux d'Élevage pour le Conseil et la Prospective ont intégré depuis plus de quinze ans, des exploitations biologiques dans leur recherche de références technico-économiques. Les premières exploitations allaitantes biologiques sont apparues dans les suivis de fermes de références dans le milieu des années 1990. On recense aujourd'hui près de 70 exploitations allaitantes biologiques suivies dans le cadre du dispositif.

Ces nombreux suivis, et leur persistance dans le temps, permettent aujourd'hui d'étudier les résultats sur plusieurs campagnes. Entre les années 2000 et 2006, les différences importantes entre les années climatiques et les cours des produits viande, ont influencé le fonctionnement des exploitations en agriculture biologique et impacté leurs résultats économiques.

Dans cette synthèse, un échantillon constant de 20 exploitations allaitante est analysé sur sept années civiles de 2000 à 2006.

L'analyse porte sur tous les éléments de structure et de fonctionnement technico-économiques des systèmes. Les performances de reproduction sont comparables à celles observées dans les systèmes conventionnels. En revanche, la productivité de viande accuse un net retrait au regard des performances observées dans les systèmes conventionnels.

Caractérisés par des systèmes fourragers très herbagers et extensifs, les niveaux d'intrants sont particulièrement bas et permettent de compenser des charges de structure moins bien diluées qu'en conduite conventionnelle. L'étude montre la très bonne performance technico-économique du groupe au long de ces 7 années d'observation et une moindre sensibilité aux aléas climatiques des systèmes viande comparés à leurs homologues laitiers.

## LES PARTENAIRES FINANCEURS

### L'Office de l'Élevage

#### Le Ministère de l'Agriculture (CASDAR)

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des exploitations suivies dans le cadre du dispositif RECP (Socle national) sont cofinancés au plan national par l'Office de l'Élevage (dans le cadre du soutien aux filières pour l'amélioration des conditions de production) et par le Ministère de l'Agriculture (CASDAR) dans le cadre du PNDAR 2009-2013. L'acquisition de données issues d'exploitations complémentaires au Socle national ainsi que la réalisation d'études ou de valorisations thématiques du dispositif relèvent d'autres sources de financement.



## LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE POUR LE CONSEIL ET LA PROSPECTIVE (RECP)

Issu d'un partenariat associant l'Institut de l'Élevage, les Chambres d'agriculture et des éleveurs volontaires, le dispositif des RECP repose sur le suivi d'un échantillon d'environ 2000 exploitations qui couvrent la diversité des systèmes de production d'élevage bovin, ovin et caprin français. Il constitue un observatoire de la durabilité et de l'évolution des exploitations d'élevages.

Ce dispositif permet également de simuler les conséquences de divers changements (contexte économique, réglementations, modes de conduite) sur l'équilibre des exploitations. Ses nombreuses productions sous forme de références ou d'outils de diagnostic alimentent des actions de conseil et de transfert vers les éleveurs et leurs conseillers.



Novembre 2009

Document édité par l'Institut de l'Élevage - En vente à Technipel

149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12 - www.inst-elevage.asso.fr - ISBN : 978-2-84148-807-0 - PUB IE : 000950117